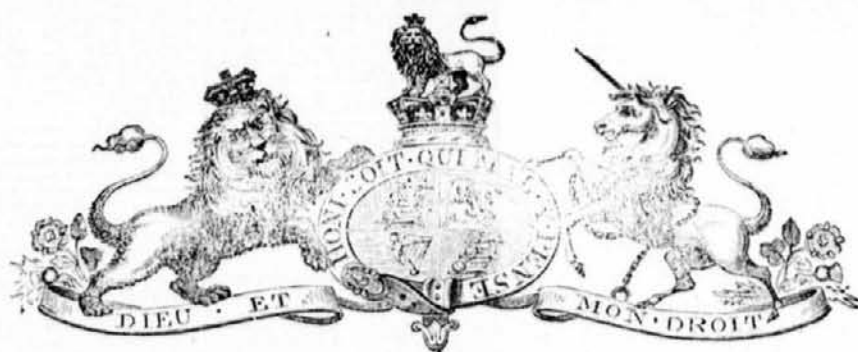




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 15 AVRIL 1911.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Tous avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1021

Nominations

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur par ordre en conseil, en date du vingt-septième jour de mars 1911, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District d'Ottawa.—M. John E. McCabe, marchand, de Notre-Dame du Laus, comté de Labelle.

District de Montreal.—M. Charles P. Tucker, avocat, Outremont, comté d'Hochelaga.

District de Trois-Rivières.—MM. Saul Neault, Wilbrod Spénard et Thomas Lehouillier, cultivateurs, de Sainte-Cécile de Lévrard, comté de Nicolet, et M. Irénée Ducharme, charpentier, de la paroisse du Mont Carmel, comté de Champlain.

District de Québec.—MM. Auguste Bourget, propriétaire, de Saint-Lambert, comté de Lévis, et Joseph E. Savary, secrétaire-trésorier et greffier de la cour des commissaires, de Saint-Raymond, comté de Portneuf.

District de Bedford.—MM. Edward Caldwell et Cedric C. Salisbury, cultivateurs, de Brome, Herbert Hiram Barnes, Abercorn, et Meritt Stevens, de Farnham-Est, tous deux marchands, Philias W. Beaudry, de Farnham-Est, Hiram Williams, de Foster, James T. Wing, de Channel, Alfred F. Channel, de Channel, Eldon C. Juby, de Bolton-Est,

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 15th APRIL, 1911

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number. 1022

Appointments

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the twenty seventh day of March, 1911, to associate to the commission of the peace for the :

District of Ottawa.—Mr. John E. McCabe, merchant, of Notre Dame du Laus, county of Labelle.

District of Montreal.—Mr. Charles P. Tucker, advocate, Outremont, county of Hochelaga.

District of Three Rivers.—Messrs. Saul Neault, Wilbrod Spénard and Thomas Lehouillier, farmers, of Sainte Cécile de Lévrard, county of Nicolet, and Mr. Irénée Ducharme, carpenter, of the parish of Mont Carmel, county of Champlain.

District of Quebec.—Messrs. Auguste Bourget, proprietor, of Saint Lambert, county of Levis, and Joseph E. Savary, secretary-treasurer and clerk of the commissioners' court, of Saint Raymond, county of Portneuf.

District de Bedford.—Edward Caldwell and Cedric C. Salisbury, farmers, of Brome, Herbert Hiram Barnes, Abercorn, and Meritt Stevens, East Farnham, both merchants, Philias W. Beaudry, of East Farnham, Hiram Williams, of Foster, James T. Wing, of Channel, Alfred F. Channel, of Channel, Eldon C. Juby, of East Bolton, Archie L.

Archie L. Scott, de Bolton-Est, Edward J. Butler, de Millington, et Eric Poissant, de Sutton, tous cultivateurs, de comté de Brome. 1647

Scott, of East Bolton, Edward J. Butler, of Millington, and Eric Poissant, of Sutton, all farmers, of the county of Brome. 1648

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au Ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Dorchester, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la mission de Saint-Ernest."
JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.
Québec, 10 avril 1911. 1661

La compagnie "The Standard Life Assurance Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. David MacKay McGoun, de Montréal.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 21 mars 1911. 1659

La compagnie "The Philip Carey Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Thomas F. Case, de Montréal.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 5 avril 1911. 1635

No 775.11.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., 1909, le Surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pamphile, comté de l'Islet, tout le territoire assigné à la paroisse de Saint-Adalbert, par décret canonique du 11 novembre 1910, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Adalbert.

1681

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'avril 1911, constituant en corporation MM. Louis Lalime, cultivateur, de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, Joseph Emmanuel Bélanger, professeur, de Saint-Hyacinthe, Wilfrid Alfred Moreau,

Government Notice

Public notice is hereby given that the farmer's club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Dorchester, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmer's club of the mission of Saint Ernest."
JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.
Quebec, 10th April, 1911. 1662

The "Standard Life Assurance Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. David MacKay McGoun, of Montreal.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 21st March, 1911. 1660

"The Philip Carey Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Thomas F. Case, of Montreal.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 5th April, 1911. 1636

No. 775.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 2591 R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Pamphile, county of l'Islet, the whole of the territory assigned to the parish of Saint Adalbert, by canonical decree of the 11th November, 1910, and to erect it into a separate school municipality under the name of Saint Adalbert.

1682

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1911, incorporating Messrs. Louis Lalime, farmer, of the parish of Notre Dame de Saint-Hyacinthe, Joseph Emmanuel Bélanger, professor, of Saint Hyacinthe, Wilfrid Alfred Moreau, financial

agent financier, Alexandre Dubé, gérant de manufacture, et Paul Prendergast, gentilhomme, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Promouvoir dans la cité de Saint-Hyacinthe ou dans toute autre localité de la province de Québec, spécialement l'enseignement commercial pratique, et, généralement tout ce qui se rapporte à l'avancement des lettres, des sciences, des arts, de l'industrie et du commerce ;

Acquérir comme école fonctionnant actuellement, l'institution dirigée par M. le professeur B. Lalime, en la cité de Saint-Hyacinthe, et connue sous le nom de "L'Ecole Commerciale Pratique", aux conditions et pour le prix qu'il plaira aux directeurs de la présente compagnie et au propriétaire de l'institution susdite de déterminer, établir et accepter ;

Ouvrir, ériger, construire, tenir, mettre en fonction, acquérir par vente, bail, concession, échange, ou par tout autre titre légal, administrer, gérer, pour les fins susdites, toute école, institution pédagogique ou artistique, maison d'éducation, musée, salle de spectacle, imprimerie, librairie et immeubles pouvant servir de façon quelconque aux fins de la compagnie, avec le droit de louer, en tout ou en partie, vendre ou échanger les dits immeubles et tous droits acquis et possédés par la compagnie, ainsi que d'hypothéquer les immeubles ;

Faire tous actes et exercer tous pouvoirs et faire toutes transactions et tous genres d'affaires concernant ce qui forme l'objet poursuivi par la compagnie ;

Publier, éditer, mettre en vente, tous livres, journaux pédagogiques, artistiques ou littéraires, décerner et octroyer tous diplômes, brevets ou certificats d'études commerciales et scientifiques ;

Vendre, arper, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie de la propriété ou entreprise de la compagnie, pour la compensation qui sera convenue, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de la présente compagnie ou de toutes autres compagnies identiques ;

Se fusionner avec toutes autres compagnies, ou acquérir et entreprendre la totalité ou une partie des biens, affaires, privilèges, contrats, droits et engagement de toute compagnie, personne, maison, dont les objets sont en tout semblables à ceux de la présente compagnie ;

Demander, acheter ou autrement acquérir patente, brevet d'invention, permis, concession et autre chose de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité de se servir de tous renseignements secrets ou autres concernant toute invention qui paraîtra convenable d'être utilisée directement ou indirectement à l'avantage de la compagnie et utiliser, exercer, développer ces permis, ou autrement faire valoir la propriété des droits ou renseignements ainsi acquis ;

Payer pour services rendus à la compagnie ou pour toute propriété et droit acquis par la compagnie, en la manière qui sera jugée convenable et en particulier par l'émission d'actions ou de valeur de la compagnie, acquittées ou partiellement acquittées ;

Emettre, répartir et délivrer comme acquittées et non cotisables, ou autrement, des actions, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie, en paiement de toute propriété, contrats, pour débetures ou valeurs de toute autre compagnie, que la présente compagnie pourra acquérir pour les fins ci-dessus ;

Emettre des débetures ou obligations pour tous montants, pour toutes fins et portant tous intérêts que déterminera et fixera la majorité des actionnaires et garantir les dites obligations ou débetures en garantissant à un ou des fidéi-commis, ou fiduciaires, en tout ou en partie, les biens réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers de la dite compagnie ;

Généralement faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour les fins de la dite compagnie, avec le droit spécialement d'acquérir et d'acheter tous les objets mobiliers, meubles et d'acheter tous articles nécessaires ou utiles à la dite compagnie ;

agent, Alexander Dubé, factory manager, and Paul Prendergast, gentleman, of the city of Montreal, for the following purposes :

To promote in the city of Saint Hyacinthe or in any other locality of the province of Quebec, especially a practical commercial education, and generally everything in connection with the advancement of letters, science, art, industry and trade ;

To acquire as a school now in existence the institution directed by professor B. Lalime, in the city of Saint Hyacinthe, and known under the name of "L'Ecole Commerciale Pratique", on the conditions and for the price it may please the directors of this company and the proprietor of the aforesaid institution to determine, establish and accept ;

To open, erect, construct, hold, operate, acquire by sale, lease, concession, exchange, or by any other legal title, conduct, manage, for the aforesaid purposes, any school, pedagogic or artistic institution, house of education, museum, playhouse, printing-house, book-store and immoveables capable of being any use whatsoever to the purposes of the company, with the right to lease in whole or in part, sell or exchange the said immoveables and all rights acquired and held by the company and to hypothecate same ;

To do all acts, transactions and kind of business, and exercise all the powers respecting the objects pursued by the company ;

To published, edit, offer for sale, any *books, newspapers pedagogic, artistic or literary, award and grant any diplomas, brevets or certificates of commercial and scientific education ;

To sell, rent, exchange or otherwise dispose of the whole or part of the property or undertaking of the company for the compensation agreed on, and in particular for shares, debentures or securities of this company or of any other similar companies ;

To amalgamate with any other companies or acquire and undertake the whole or part of the property, business, privileges, contracts, right and obligations of any company, person, house, whose objects are wholly similar to those of the present company ;

To demand, purchase or otherwise acquire any patent, brevet d'invention, license, concession and anything else of a like nature conferring an exclusive or non exclusive or limited right to use any secret information or other, respecting any invention that may appear suitable to be used directly or indirectly to the advantage of the company, and utilise, make use of, develop the said license or otherwise turn to account the ownership of the rights or information thus acquired ;

To pay for services rendered to the company or for any property and right acquired by the company, in the manner deemed advisable and in particular by the issue of fully or partially paid up shares or securities of the company ;

To issue, allot and deliver as paid up and non assessable, or otherwise, shares, debentures or other securities of the company in payment for any property, contracts, debentures or securities of any other company that this company may acquire for the aforesaid purposes ;

To issue debentures or bonds for any amounts for any purposes, and all bearing the interest determined and fixed by the majority of the shareholders, and secure the said bonds or debentures by transferring to one or more trustees or fiduciaries, in whole or in part, the real or personal property, moveables or immoveables of the said company ;

Generally to do all that is necessary or useful for the purposes of the said company, with the right especially to acquire and purchase all the moveable objects, household furniture and other articles necessary or useful to the said company ;

Les opérations de la compagnie pourront être faites dans toute partie de la province de Québec, sous le nom de "L'Ecole Commerciale Pratique Lalime Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents actions (200) de cent piastres (\$100.00) chacun.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'avril 1911.

1675

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'avril 1911, constituant en corporation MM. Adé-
lard Bernard, industriel, Oréus Mailhot, marchand, Georges Bernard, commis marchand, Albert Roux, menuisier, de Fortierville, et Andronique Lafond, médecin, de Parisville, dans les buts suivants :

Acheter, manufacturer, réparer et faire le commerce de machineries en général ;

Faire le commerce de voitures, poêles, de meubles de maison, ciment, d'huile, et de tous les accessoires pour les machineries de tous genres en gros et en détail ;

Acheter et acquérir en tout ou en partie les créances et les marchandises, les immeubles servant à son commerce ou industrie, de Adé-
lard Bernard, industriel, de Fortierville ;

Acquérir, posséder et exploiter une fonderie ; manufacturer des moulins à battre, des broyeuses à grain, hâche légumes, engins à gazoline, scies à ruban, carroyeurs, tours à bois, sableuses, raboteuses, réparation de machines en général et fabrication de tous accessoires pour boutique de menuisier ainsi que tous accessoires pour scies rondes ;

Acquérir, vendre et aliéner des biens meubles et immeubles nécessaires à son entreprise ;

Acheter, vendre, manufacturer, importer et exporter toutes marchandises ou tout brevet d'invention ou tout procédé dont on peut se servir dans le cours des affaires de la dite compagnie ;

Acheter, acquérir ou posséder des parts, des actions ou intérêts dans toutes autres compagnies ou société ou personnes faisant un commerce similaire à celui de la compagnie ;

Donner, accepter des bons, billets, lettres de change, chèques ou autres titres ou valeurs notariées ou non, pour le paiement ou pour la garantie de tout argent dû par la compagnie ou à la compagnie ;

Donner en paiement des propriétés, marchandises ou créances acquises par la compagnie ou pour services rendus à la compagnie des actions, billets, bons ou autres titres de la compagnie.

Vendre, transférer ou échanger des actions de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Industrielle A. Bernard", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Fortierville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'avril 1911.

1683

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12ième jour d'avril 1911, constituant en corporation MM. Arthur Livingstone, Frederick Brown et George M. Geller, marchands, Leah Vineburg épouse séparée de biens de George M. Geller et Samuel G. Tritt, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, propriété et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, et de les payer, ainsi que la clientèle d'icelles, avec les actions acquittées et non sujettes à appel de cette compagnie ;

The operations of the company may be carried on in any part of the province of Quebec, under the name of "L'Ecole Commerciale Pratique Lalime, Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Hyacinth.

Dated from the office of the secretary of the province, this fifth day of April, 1911.

1676

JOS. DUMONT,
Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1911, incorporating Messrs. Adé-
lard Bernard, manufacturer, Oréus Mailhot, merchant, Georges Bernard, merchants clerk, Albert Roux, joiner, of Fortierville, and Andronique Lafond, physician, of Parisville, for the following purposes :

To purchase, manufacture, repair and deal in machinery generally ;

To deal in vehicles, stoves, household furniture, cement, oils and all accessories for machinery of all kinds, wholesale and retail ;

To purchase and acquire in whole or in part the book-debts, merchandise and the immoveables used in the trade and business of Adé-
lard Bernard, manufacturer, of Fortierville ;

To acquire, hold and exploit a foundry, manufacture, thrashing machines, gristmills, vegetable choppers, gasoline engines, ribband saws, carriages, turning lathes, polishers, planers, repair machinery generally and manufacture all accessories for joiners shops and all accessories for circular saws ;

To acquire, sell and alienate moveable and immoveable property necessary for its undertaking ;

To purchase, sell, manufacture, import and export any merchandise, patent of invention or process that any use may be made of in the course of the business of the said company ;

To purchase, acquire or hold shares, stock or interests of any other companies, firms or persons carrying on a similar business to that of this company ;

To give, accept bonds, notes, bills of exchange, cheques or other titles or securities, notarial or not, for the payment or security of any money due by the company or to the company ;

To give in payment for property, merchandise or credit acquired by the company or for services rendered to the company, shares, notes, cheques or other titles of the company ;

To sell, transfer or exchange stock of the company, under the name of "La Compagnie Industrielle A. Bernard", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Fortierville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of April, 1911.

1684

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 12th day of April, 1911, incorporating Messrs. Arthur Livingstone, Frederick Brown and George M. Geller, merchants, Leah Vineburg, wife separate as to property of George M. Geller, and Samuel G. Tritt, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, and to pay for the same and the goodwill thereof with fully paid up and non assessable shares of this company ;

Faire toutes ou aucune des affaires de manufacturiers et marchands de quincailleries, bijouteries, ouvrages en plaqué, parfumeries et objets requis pour ornement, récréation ou amusement, orfèvres en or et en argent, marchands d'instruments de musique, et autres articles et commodités d'utilité et consommation personnelle et domestique, objets de fantaisie, ainsi que les affaires de fourreurs, merciers, marchands de bas, importateurs et marchands en gros et en détail de tissus de fabriques de toute sorte.

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire, ou étant sur le point de faire ou d'être engagée dans toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie, ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "G. M. Geller & Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce 12ième jour d'avril 1911.

JOS. DUMONT,

1665

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour d'avril 1911, constituant en corporation MM. George Madden, marchand, Hubert Moisan, entrepreneur de pompes funèbres, Joseph Onésime Binet, commis-marchand, Herménégilde Moisan, employé civil, et Victor Plamondon, marchand, de Québec, dans les buts suivants :

De faire le commerce de gros et de détail dans toutes ses branches et lignes ;

D'acheter, acquérir, posséder, vendre et manufacturer des marchandises de tous genres et de toutes descriptions nécessaires pour les fins de son commerce et négoce ;

D'acheter, acquérir, louer, posséder, échanger et vendre toutes propriétés mobilières et immobilières ou droits mobiliers et immobiliers quelconques, dont la compagnie peut avoir besoin pour les fins de son commerce ;

D'acquérir, louer, posséder le commerce et l'achalandage d'autres compagnies ou personnes ;

D'agir comme agents ou courtiers de marchands et manufacturiers pour la vente de marchandises et effets en rapport avec son commerce, sous le nom de "La Compagnie Cinq, Dix et Quinze, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'avril 1911.

JOS. DUMONT,

1645

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1911, constituant en corporation MM. Pierre Eus-

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of and dealers in hardware, jewellery, plated goods, perfumery and articles required for ornament, recreation or amusement, gold and silver smiths, dealers in musical instruments, and other articles and commodities of personal and household use and consumption, fancy goods, as well as the business of furriers, haberdashers, hosiers, importers and wholesale and retail dealers of and in textile fabrics of all kinds ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly to benefit this company ;

To take or otherwise acquire and hold shares in other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments, under the name of "G. M. Geller & Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1911.

JOS. DUMONT,

1666

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1911, incorporating Messrs. George Madden, merchant, Hubert Moisan, undertaker, Joseph Onésime Binet, merchant's clerk, Herménégilde Moisan, civil employee, and Victor Plamondon, merchant, of Québec, for the following purposes :

To carry on a wholesale and retail business in all its line and branches ;

To purchase, acquire, hold, sell and manufacture merchandise of all kinds and every description necessary for the purposes of its business and trade ;

To purchase, acquire, lease, hold, exchange and sell any moveable and immovable property and rights whatever which the company may need for the purposes of its business ;

To acquire, lease, own the business and goodwill or other companies or persons ;

To act as agents or merchants and manufacturers brokers for the sale of merchandise and effects in connection with its business, under the name of "La Compagnie Cinq, Dix et Quinze, Limitée, with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of April, 1911.

JOS. DUMONT,

1646

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the seventh day of April, 1911, incorporating Messrs. Pierre Eustache De-

tache Delisle, maire de Saint-Tite, Joseph H. Desroches, notaire public, Alfred Desseureault, hôtelier, Joseph Jacob, commerçant, Arthème Paquette, marchand, et Eugène Simard dit Carufel, notaire public, de Saint-Tite, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de fabrication de hardes ;

Fabriquer, vendre, louer, acheter des machines ;
Acheter, construire, prendre à bail et autrement acquérir un ou des immeubles, les hypothéquer, vendre ou échanger en tant qu'il est nécessaire ou utile à la dite compagnie ;

Emprunter et hypothéquer tout ou parties des terrains ou propriétés immobilières de la compagnie ;

Acquérir, vendre, acheter, importer et exporter des matériaux de fabrication de toute sorte, sous le nom de "La Compagnie de Hardes Champlain, Limitée", avec un capital de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Tite, comté de Champlain.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1911.

JOS. DUMONT,

1643

Sous-secrétaire de la province.

No. 2050.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Rémi-d'Amherst, comté d'Ottawa, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Amherst les Nos 1 et suivants jusqu'à 9, inclusivement, du rang A, les Nos 1 jusqu'à 8, inclusivement, du rang 1, et de les annexer à celle d'Addington, dans le même comté. 1533-2

Québec, 20 mars 1911.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Errol Lindsay, écuyer, notaire public, résidant et pratiquant en la ville de Roberval, comté du Lac Saint-Jean, district de Chicoutimi, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Timothée Dufour dit Latour et de feu Israël Dumais, en leur vivant tous deux notaires public, pratiquant en la ville de Roberval, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

1319.4

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 31^e jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Walter John Ray, négociant, Philippe Auguste Choquette, sénateur, Henry E. Price, marchand de bois, Napoléon Lavoie, gérant général de la Banque Nationale, et James G. Scott, négociant, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Louer, vendre, acheter et acquérir en vertu de quelques titres que ce soit, exploiter, posséder, disposer, transporter, aliéner à quelque titre que ce soit des propriétés mobilières et immobilières, urbaines ou rurales, construites ou non construites, des lots de grèves, des propriétés forestières ou autres, des limites à bois, des pouvoirs d'eau, des réserves d'une concession minière ou forestière et tous biens meubles et droits réels ou personnels se rapportant à ceux, de construire des maisons et édifices dans le but d'organiser des jeux athlétiques de toutes sortes, des terrains de courses, de jeux de hockey, de la crosse, patinoirs, etc., d'avoir droit d'emprunter des argents et d'hypo-

liser, mayor, of Saint Tite, Joseph H. Desroches, notary public, Alfred Desseureault, hotelkeeper, Joseph Jacob, trader, Arthème Paquette, merchant, and Eugène Sicard dit Carufel, notary public, of Saint Tite, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturing wearing apparel ;

To manufacture, sell, lease, purchase machinery ;

To purchase, construct, lease and otherwise acquire one or more immovables, hypothecate, sell or exchange same in so far as necessary or useful to the said company ;

To borrow and hypothecate any or all of the lands or immoveable property of the company ;

To acquire, sell, purchase, import and export manufacturing materials of all kinds, under the name of "La Compagnie de Hardes Champlain, Limitée", with a capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Saint Tite, county of Champlain.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1911.

JOS. DUMONT,

1644

Deputy Provincial Secretary.

No. 2050-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 2591 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Rémi-d'Amherst, county of Ottawa, the lots bearing on the official cadastre of the township Amherst, the Nos. 1 and following up to 9, inclusively, of range A, the Nos. 1 up to 8, inclusively, of range 1, and to annex same to that of Addington, in the same county. 1534

Québec, 20th March, 1911.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Errol Lindsay, esquire, notary public, residing and practising in the town Roberval, county of Lake Saint John, district of Chicoutimi, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Timothée Dufour dit Latour and of the late Israël Dumais, in their lifetime both notary public, practising in the town of Roberval, aforesaid county and district, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,

1320

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 31st day of March, 1911, incorporating Messrs. Walter John Ray, trader, Philippe Auguste Choquette, senator, Henry E. Price, lumber merchant, Napoléon Lavoie, general manager of la Banque Nationale, and James G. Scott, trader, of the city of Québec, for the following purposes :

To lease, sell, purchase and acquire by any title whatsoever, exploit, hold, dispose of, transfer, alienate by any title whatsoever moveable and immoveable property, urban or rural, built on or not built on, shore lots, wooded lands or other, timber limits, water powers, reserves of a mining or forestry concession, and all moveable property and real or personal rights in connection therewith ; to construct houses and buildings for the purpose of promoting athletic sports of all kinds, race courses, hockey, lacrosse, skating rinks, etc ; to have the right to borrow money and hypothecate the said property ; to take and accept bonds or hypothecs on the said property as security for the sale or rental thereof ;

théquer les dites propriétés ; prendre et accepter des obligations ou hypothèques sur les dites propriétés en garantie de la vente ou du louage d'icelles, d'avoir droit d'employer en tout ou en partie les fonds de la compagnie, à l'achat d'actions dans une autre compagnie, d'acquiescer toute affaire semblable à celle faite par la compagnie et payer pour icelle en argent ou stock payé de la compagnie et payer aussi frais d'organisation de la même manière, d'acheter des actions d'autres compagnies ayant le même pouvoir ou quelques uns d'eux et de les payer avec des actions dans cette compagnie, et acheter les biens de toute autre compagnie semblable, et de vendre et disposer d'iceux et accepter en paiement des actions d'autres compagnies, de s'amalgamer avec d'autres compagnies ayant le même but et d'acheter leurs droits, franchises, privilèges, contrat, actif et passif et les payer par stock acquitté dans la présente compagnie, de distribuer aux actionnaires toutes parts, actions, débiteures, propriétés, dividendes, etc., de la manière indiquée par les règlements de la compagnie, sous le nom de "The Frontenac Athletic & Land Company", avec un capital de cent quarante cinq mille piastres (\$145,000.00), divisé en quatorze cent cinquante (1450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1617-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier avril 1911, constituant en corporation MM. Joseph Arthur Nicole, Phidime Roy et Oscar Nobert, négociants, Pierre Calixte Neault, gentilhomme et Aimé Ally, manufacturier, de Grand-Mère, dans les buts suivants :

Manufacturer et faire le commerce de toutes marchandises sèches, hardes, lingeries et autres effets et articles de commerce de toute nature, les fabriquer, les acheter, les vendre, louer ou échanger ;

Acheter ou autrement acquiescer, posséder, louer tous biens, meubles et immeubles, droits ou privilèges qui pourront être nécessaires ou utiles pour la mise en opération des affaires de la compagnie, en disposer par vente, louage, échange ou autrement ;

Acheter ou autrement acquiescer, tenir et posséder tous fonds de commerce, biens, actions, obligations ou autres garanties de toute autre personne, société ou corporation faisant affaires dans le même genre que celle que cette compagnie est autorisée à faire, ainsi que de se fusionner avec toutes telles personnes, société ou compagnie ;

De payer en tout ou en partie par des actions libérées, obligations, débiteures de la compagnie ou autrement, tous effets, articles de commerce, biens meubles et immeubles, droits, privilèges, actions, débiteures, créances, honoraires, salaires ou services rendus ;

Emprunter toutes sommes d'argent avec le consentement des deux tiers des actionnaires de capital actions souscrit et en garantir le paiement par l'émission d'actions ordinaires, obligations, débiteures ou autres garanties de la dite compagnie ;

Faire tous actes et affaires de commerce, de fabrication et d'autre nature nécessaires, propres et utiles pour atteindre les fins et objets ci-dessus mentionnés de la compagnie, sous le nom de "The Grand-Mère Shirt Manufacturing Company Limited", avec un capital total de quarante cinq mille piastres (\$45000.00) divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Grand-Mère.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour d'avril 1911.

JOS. DUMONT,

1597-2

Sous-secrétaire de la province.

to have the right to employ, in whole or in part, the funds of the company for the purchase of stock in another company ; to acquire any similar business to that carried on by the company and pay for same in cash or paid up stock of the company and pay for the cost of organization in the same manner ; to purchase the stock of other companies having the like power or any of such and pay for same with stock in the present company and purchase the property of any other similar company and sell and dispose of same and accept in payment the stock of other companies ; to amalgamate with other companies having the same purpose and purchase their rights, franchises, privileges, contracts, assets and liabilities and pay for same with paid up stock of the present company ; to distribute to the shareholders any shares, stock, debentures, property, dividends, etc., in the manner set forth in the by-laws of the company, under the name of "The Frontenac Athletic & Land Company", with a capital of one hundred and forty five thousand dollars (\$145,000.00), divided into fourteen hundred and fifty (1450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Quebec.

Dated from the office of the secretary of the province, this thirty first day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1618

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of April, 1911, incorporating Messrs. Joseph Arthur Nicole, Phidime Roy and Oscar Nobert, traders, Pierre Calixte Neault, gentleman, and Aimé Ally, manufacturer, of Grand-Mère, for the following purposes :

To manufacture and deal in any dry goods, wearing apparel, whitewear and other effects and articles of trade of any nature, and manufacture, purchase, sell, lease or exchange same ;

To purchase or otherwise acquire, own, lease any moveable and immovable property, rights or privileges that may be necessary or useful for the carrying on of the business of the company, and sell, lease, exchange or otherwise dispose of same ;

To purchase or otherwise acquire, hold and own any stock in trade, property, stock, bonds or other securities of any person, firm or corporation carrying on a similar business to that this company is authorized to do, and also to amalgamate with any such person, firm or company ;

To pay, in whole or in part, for any effects, articles of commerce, moveable and immovable property, rights, privileges, stock, debentures, debts, fees, salaries or services rendered, with paid up stock, bonds, debentures of the company, or otherwise ;

To borrow any money with the consent of the two thirds of the shareholders of the capital stock subscribed, and secure the payment thereof by the issue of common shares, bonds, debentures or other securities of the said company ;

To do all and singular the business and transactions necessary, proper and useful to attain the purposes and objects hereabove mentioned of the company, under the name of "The Grand-Mère Shirt Manufacturing Company Limited," with a total capital of forty five thousand dollars (\$45000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the corporation, will be at Grand-Mère.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of April, 1911.

JOS. DUMONT,

1598

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Louis Athanase David, avocat, John Holmes Brittle, comptable, Charles Joseph Eugène Charbonneau, notaire public, George Salmon, ingénieur, et Rena Knowlton, sténographe, de Montréal, dans les buts suivants :

Agir en général comme agents ou procureurs pour les transactions d'affaires, administration de successions, placements et perceptions d'argents, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, bons, billets, notes et autres garanties, émettre et contre-signer les transports et certificats de stocks, bons, débiteurs ou autres obligations de la puissance du Canada ou de toute province d'icelle, ou de toute corporation, association ou municipalité, et recevoir et administrer le fonds d'amortissement d'icelles, aux termes qui peuvent être convenus :

Agir comme agence ou association pour ou en faveur des personnes lui confiant de l'argent pour prêts ou placements, sur aucune des sus-dites garanties, et aussi garantir le remboursement du capital, ou le paiement de l'intérêt, ou tous les deux, de tous les argents confiés à la compagnie pour placement, et dans le but de les garantir contre perte, sur toute garantie ou obligation, ou toute avance faite par la compagnie, recevoir toute sorte de biens ou garanties qui sont transportés, engagés, hypothéqués ou cédés par la compagnie ou en dépôt ou hypothéqués par icelle, en rapport avec telle garantie, obligation, avance ou placement :

Promouvoir ou aider à promouvoir toute autre compagnie et dans ce but souscrire, acheter, vendre des débiteurs, débiteurs hypothécaires et toute garantie de telle autre compagnie et autrement employer l'argent ou crédit de la compagnie en aucune manière jugée à propos pour aucune des dites fins, soit pour l'emploi actuel de toute partie des argents de la compagnie pour telle fin ou pour le placement sur le marché, ou pour garantie de l'émission d'iceux, ou le paiement de l'intérêt sur les actions, débiteurs, débenture hypothécaires, obligations ou garanties de telle autre compagnie, et agir comme agents pour les fins de percevoir et convertir en argent, ses garanties et propriétés engagées et de clore et liquider les affaires de successions, personnes, sociétés, associations ou corps incorporés, et de faire tous les actes et choses en rapport et nécessaires aux dites fins :

Agir comme fideicommiss pour toutes débentures, obligations ou autres garanties émises conformément à la loi par toute corporation municipale ou autre ou par toute province du Canada :

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles :

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou toute partie d'iceux :

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger ou autrement faire le commerce des dits immeubles ou toute partie d'iceux et en disposer, et développer, améliorer et disposer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement :

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations, avec l'approbation des actionnaires, aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction et entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessibles et pour augmenter sa valeur :

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie :

Demander, acheter ou acquérir autrement des brevets, brevets d'inventions, licences, concessions et autres semblables, conférant tout droit exclusif

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of March, 1911, incorporating Messrs. Louis Athanase David, advocate, John Holmes Brittle, accountant, Charles Joseph Eugène Charbonneau, notary public, George Salmon, engineer, and Rena Knowlton, stenographer, of Montreal, for the following purposes :

Generally to act as agents or attorneys for the transaction of business, the management of estates, the investment and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities, to act as agents for the purposes of registering, issuing and countersigning the transfers and certificates of stocks, bonds, debentures, or other obligations of the Dominion of Canada, or of any province thereof, or of any corporation, association, or municipality, and to receive and manage any sinking fund therefor, on such terms as may be agreed upon.

To act as an agency or association for or on behalf of others who entrust them with money for loan or investment, upon any of the aforesaid securities, and also to secure the repayment of the principal, or the payment of the interest, or both, of any moneys entrusted with the company for investment, and for the purpose of securing those against loss, upon any guarantee or obligation, or any advance made by the company, to receive and dispose of any description of asset or security, which is conveyed, pledged, mortgaged, or assigned to, or warehoused or hypothecated with the company, in connection with such guarantee, obligation, advance or investment :

To promote or assist in promoting any other company, and, for such purpose, to subscribe for, buy, sell debentures, mortgage debentures and such security of such other company, and otherwise to employ the money or credit of the company in any manner deemed expedient for any such purposes, either, for actually employing any portion of the moneys of the company for such purpose, or by placing on the market, or guaranteeing the issue of, or the payment of interest on the shares, debentures, mortgage debentures, obligations or securities of such other company, and to act as agents for the purpose of collecting and converting into money, its securities and properties pledged, and to close and wind up the business of estates, persons, partnerships, associations or corporate bodies, and do to such incidental acts and things as are necessary for such purposes :

To act as trustees for any debenture bond, or other security issued according to law by any municipal or other corporation or by any province of Canada :

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to own real estate :

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof :

To sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise :

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, with the approval of the shareholders, to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible, and to enhance its value :

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company :

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclu-

ou non exclusif ou limité de s'en servir, ou tout secret ou autre information quant à toute invention qui peut paraître capable d'être employée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut être calculée directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, et employer, exercer, développer ou octroyer des licences en rapport à celles, ou autrement mettre à profit les biens, droits ou informations ainsi acquis ;

Acheter, acquérir, posséder, transporter, vendre des actions, stocks, débetures ou garanties d'aucune autre compagnie ayant les mêmes objets, en tout ou en partie, que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et en disposer ;

Vendre tous ou aucune partie des immeubles ou autre propriété de la compagnie pour telles considérations et à tels termes et conditions que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement, et accepter de l'argent, des actions, débetures, stock ou garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets, en tout ou en partie, que ceux de cette compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux ;

Payer pour tous services rendus et tous biens ou droits acquis par la compagnie, en la manière qui sera jugée à propos et en particulier par l'émission d'actions ou garanties de la compagnie, créditées en entier ou en partie payées, sous le nom de "Industrial Securities Corporation Incorporated", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1551-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt quatrième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Victor Montague Drury, gérant, Robert Clark McMichael, Warwick Fielding Chipman et Rennie Ogilvie McMurtry, avocats, et Francis George Bush, teneur de livres, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires comme placeurs, capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents et entreprendre, faire et exécuter toute sorte d'affaires financières, commerciales, négociables et autres opérations, et faire toutes autres affaires qui peuvent paraître capable d'être convenablement conduites en rapport avec aucun de ces objets, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou faciliter la réalisation ou rendre profitable, aucun des biens de la compagnie ;

Souscrire pour conditionnellement ou non conditionnellement, assumer, émettre sur commission ou autrement prendre, posséder, faire le commerce d'actions et garanties de toute sorte et les convertir en stocks, et entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, concession réciproque ou coopération avec toute personne, société ou compagnie et promouvoir et aider à promouvoir, et constituer, former ou organiser des compagnies, syndicats ou sociétés de toute sorte dans le but d'acquérir toute propriété et entreprise et obligations d'icelle ou de toute autre compagnie ou promouvoir directement ou indirectement les objets d'icelle ou pour toutes autres fins que cette compagnie peut juger à propos ;

Placer de l'argent à intérêt sur la garantie des terrains des francs-tenanciers et locataires, mines, plantations, manufactures, établissements industriels, stocks, actions, garanties, marchandises et autre propriété et en général prêter et avancer de l'argent à certaines personnes et à certains termes et sujet aux conditions qui peuvent être jugées à propos ;

or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired.

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stock, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company, or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, debentures stock or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company in payment or part payment thereof ;

To pay for any services rendered to, and any property or rights acquired by the company, in such manner as may seem expedient, and in particular by the issue of shares or securities of the company, credited as fully, or partly paid up, under the name of "Industrial Securities Corporation Incorporated", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1552

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of March, 1911, incorporating Messrs. Victor Montague Drury, manager, Robert Clark McMichael, Warwick Fielding Chipman and Rennie Ogilvie McMurtry, advocates, and Francis George Bush, book-keeper, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or to facilities the realization of or render profitable, any of the company's property ;

To subscribe for, conditionally or unconditionally to underwrite, issue on commission or otherwise take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds, and to enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, partnership or company and to promote and aid in promoting, and to constitute, form or organize companies, syndicates or partnerships of all kinds for the purpose of acquiring any property and undertaking any liabilities of this or any other company, or of advancing directly or indirectly the objects thereof or for any other purpose which this company may think expedient ;

To invest money at interest on the security of free-hold and lease-hold land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject to such conditions as may seem expedient ;

Acheter, vendre, améliorer, conduire, louer, mettre à profit des mines, plantations, manufactures, établissements industriels, stocks, actions, garanties, marchandises et autre propriété sur la garantie desquels toutes avances auront été faites par la compagnie, et quant aux terrains, en développer les ressources en nettoyant, drainant, plantant, bâtissant ou améliorant, minant, vendant ou construisant des travaux publics et commodités, et en général faire toutes affaires, manufactures ou autrement, qui peuvent être convenablement conduites en rapport avec aucun des objets de la compagnie ;

Emettre des débetures, stocks de débetures, bons, obligations et garanties de toute sorte et les former, constituer et garantir suivant qu'il sera jugé à propos, avec plein pouvoir de les faire transférables par livraison ou par instrument de transport ou autrement, soit perpétuels ou limités et soit rachetables ou autrement, les charger ou garantir par acte de fidéicommis ou autrement sur l'entreprise de la compagnie ou sur aucune propriété spécifique et droits, présents et futurs, de la compagnie, y compris, si il est à propos, le capital non demandé ou autrement de quelque manière que ce soit ;

Acheter, ou autrement acquérir ou posséder, ou autrement faire le commerce de meubles et immeubles et droits de toute sorte et en particulier de terrains, bâtisses, héritages, affaires ou commerces industriels et entreprises, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, patentes, licences, garanties, polices, créances et tout intérêt dans les meubles et immeubles, toutes réclamations contre telle propriété ou contre toute personne ou compagnie, tous privilèges et choses en action de toute sorte ;

Acquérir et posséder ou autrement faire le commerce de tous stocks, bons, débetures, actions, certificats ou garanties de tout gouvernement, état, puissance, souverain ou autorité suprême, municipale, locale ou autrement, et tous bons, stock de débetures, certificats, obligations, actions, stocks ou garanties de toute compagnie établie pour les fins de tous chemins de fer, tramways, gaz, e u, bassin, téléphone, télégraphe, éclairage électrique, industries ou autres entreprises ;

Emprunter ou prélever de l'argent par l'émission ou vente de tous bons, hypothèques, débetures ou stock de débetures de la compagnie, et placer tout argent ainsi prélevé dans tous tels placements comme susdits ;

Acquérir tous tels placements comme susdits par souscription originale, soumission, participation dans les syndicats ou autrement et soit payés en entier ou non, et faire des paiements sur iceux comme appels ou en avance des appels ou autrement, et assumer ou souscrire conditionnellement ou autrement, et soit en vue des placements ou revente ou autrement, et varier les placements de la compagnie et en général vendre, échanger, faire le commerce et mettre à profit aucun des biens de la compagnie, ou en disposer autrement ;

Faire des avances sur tous tels placements comme susdits, négocier des prêts, offrir pour souscription publique ou autrement, aider ou favoriser le placement de tous tels placements comme susdits, donner toute garantie en rapport à tous tels placements émis par ou acquis par l'entremise ou de la part de la compagnie ou autrement, recevoir de l'argent, documents et valeurs pour garanties sûres, transmission ou dépôt à intérêt ou autrement, tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre et autrement faire le commerce de billets promissaires, lettres de change, lettres de crédits, mandats, coupons, certificats, circulaires, billets et autres instruments de commerce et garanties et documents négociables ou transférables ;

Offrir pour souscription publique toutes actions ou débetures ou stock de débetures ou autres garanties d'icelle, ou autrement établir ou promouvoir ou concourir en établissant ou aidant toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé ;

To buy, sell, improve, manage, lease, turn to account, dispose of and deal in land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property on the securities of which any advances shall have been made by the company, and as regards land, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building or improving, mining, selling or constructing public works and conveniences and generally to carry on any business, manufacturing or otherwise, which can be conveniently carried on in connection with any of the company's objects ;

To issue, debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient with full power, to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise and either perpetual or terminable, and either redeemable or otherwise to charge or secure the same by trust deed or otherwise on the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the company, including if thought fit, uncalled capital or otherwise howsoever ;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights of all kinds and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company any privilege and choses in action of all kinds ;

To acquire and hold or otherwise deal with any stocks, bonds, debentures, shares, scrip, or securities of any government, state, dominion, sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise, and any bonds, debenture stock, scrip, obligations, shares, stock or securities of any company established for the purpose of any railway, tramways, gas, water, dock, telephone, telegraph, electric lighting, industrial or other undertaking ;

To borrow or raise money by the issue or sale of any bonds, mortgages, debentures or debenture stock of the company, and to invest any money so raised in any such investments as aforesaid ;

To acquire any such investments as aforesaid by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and whether or not fully paid up, and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same conditionally or otherwise, and either with a view to investments or for re-sale or otherwise, and to vary the investments of the company and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company ;

To make advances upon any such investments as aforesaid to negotiate loans, to offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments as aforesaid, to give any guarantees in relation to any such investments issued by or acquired through or from the company or otherwise to receive money, documents and valuables for safe custody, transmission or deposit at interest or otherwise to draw, accept, indorse, issue, purchase, sell and otherwise deal with promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scrips, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents ;

To offer for public subscription any shares or stocks of or debenture or debenture stocks or other securities of, or otherwise to establish or promote or concur in establishing or promoting any company, association, undertaking or public or private body ;

Garantir le paiement des dividendes ou intérêt sur hypothèques, bons, stocks, actions, débetures ou autres garanties émises par icelle, ou tout autre contrat ou obligation de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé, et en général de faire toute sorte d'affaires de garantie ;

Acheter, prendre à bail, ou louer en échange ou autrement acquérir tous meubles et immeubles que la compagnie peut juger nécessaires ou désirables, et vendre, améliorer, conduire, développer, louer, hypothéquer, mettre à profit ou autrement faire le commerce avec tous ou aucun des biens de la compagnie et en disposer ;

Faire, exécuter ou entrer en arrangement, commencer, faire, poursuivre et protéger tous contrats, conventions, négociations et autres procédures légales, compromis, arrangements et projets, et faire tous les autres actes, affaires et choses qui peuvent paraître en tout temps convenables ou à propos pour la protection de la compagnie comme porteurs ou intéressés dans aucun des placements ou garanties ;

Recevoir de l'argent ou dépôt à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et biens de toute sorte aux termes qui peuvent être fixés ;

Prendre part dans l'administration, inspection ou contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise, et pour cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents ;

Employer des experts pour inspecter et examiner les conditions, perspectives, valeurs, caractères et circonstances de tous établissements d'affaires et entreprises, et en général de tous biens, propriétés ou droits ;

Constituer tout trust en vue de l'émission de stocks privilégiés et différés ou tous autres stocks spéciaux ou garanties basées sur ou représentant toutes actions, stocks ou autres biens spécifiquement appropriés pour les fins de tous tels trusts, et établir et régler, et si c'est à propos, entreprendre et mettre en opération tous tels trusts, et mettre ou posséder tous tels stocks privilégiés, différés ou autres stocks spéciaux ou garanties ;

Transiger ou faire toute sorte d'affaires d'agence, et en particulier agir comme agents pour placement, prêt, paiement, transmission et perception d'argent pour le transfert de bons, débetures, actions ou autres garanties et pour achat, vente et amélioration, développement et administration de biens, y compris les affaires, intérêts et entreprises, et en général transiger et entreprendre toute sorte d'affaires d'agence, en rapport avec les affaires commerciales, industrielles ou financières ;

Donner toute garantie en relation aux hypothèques, bons, débetures, actions, stocks, certificats, prêts, placements et garanties soient faits ou exécutés ou acquis par l'entremise de l'agence de la compagnie, et en général, garantir ou assurer l'exécution de tous contrats et obligations, sous le nom de "The W. M. Aiken & Co.", avec un capital total d'un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1529-2

Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Hector Lamontagne, marchand, Joseph Hormisdas Vanier, comptable, Joseph Henri Labelle, Trefflé Lamontagne, gérants, et Emile Lamontagne, marchand, de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce général, intérieur et extérieur, en gros et en détail, des cuirs bruts et confectionnés

To guarantee the payment of dividends or interest on mortgages, bonds, stocks, shares, debentures or other securities issued by, or any other contract or obligation of any company, association, undertaking or public or private body, and generally to transact all kinds of guarantee business. To purchase, take or lease, or in exchange hire or otherwise acquire any real or personal property, which the company may think necessary or desirable and to sell, improve, manage, develop, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the company's property ;

To make, execute, or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes, and to do all other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection of the company as holders of or interested in any investments and securities ;

To receive money or deposit at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged.

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents ;

To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertaking, and generally of any assets, property or rights ;

To constitute any trust with a view to the issue of preferred and deferred or any other special stocks or securities based on or representing any shares, stocks or other assets, specifically appropriated for the purposes of any such trusts, and to settle and regulate, and if thought fit, to undertake and execute any such trusts and to issue, dispose of or hold any such preferred, deferred or other special stocks or securities ;

To transact or carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission, and collection of money for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters ;

To give any guarantee in relation to mortgages, bonds, debentures, shares, stocks, scrip, loans, investments and securities whether made or effected or acquired through the company's agency or otherwise and generally to guarantee or become sureties for the performance of any contracts and obligations, under the name of "The W. M. Aiken & Co.", with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1530

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of March, 1911, incorporating Messrs. Hector Lamontagne, merchant, Joseph Hormisdas Vanier, accountant, Joseph Henri Labelle, Trefflé Lamontagne, managers, and Emile Lamontagne, merchant, of Montreal, for the following purposes :

To carry on the general business, interior and exterior, wholesale and retail, of raw and manufac-

et articles en cuir, et tous articles utilisés dans la sellerie, la carrosserie, l'automobilisme et la cordonnerie ;

Fabriquer tous les articles qui peuvent l'être pour le commerce ci-dessus, ainsi que le matériel requis pour la fabrication de ces articles, et même faire le commerce de ce matériel ;

Se pouvoir d'établissements pour la transformation des cuirs et pour la fabrication des articles du dit commerce ;

Acquérir, en tout ou en partie, l'actif d'Hector Lamontagne, de Montréal, sous le nom de "Hector Lamontagne & Cie", et ses droits d'agences et marques de commerce ; se charger, en tout ou en partie, de son passif, et payer, si la compagnie présentement constituée le désire, au moyen d'actions libérées dans son fonds-capital ;

Agir comme agent de manufacturiers ou commerçants des articles ci-dessus ;

Acquérir tous biens, meubles et immeubles que la compagnie jugera utiles pour la poursuite de ses affaires, et en disposer par aliénation ou autrement ;

Acquérir tous biens meubles et immeubles appartenant à des personnes, sociétés ou corporations faisant des affaires du genre de celles ci-dessus énumérées, et payer au moyen d'actions libérées de son fonds-capital, si la dite compagnie le juge à propos ;

Acquérir, nonobstant toutes dispositions contraires de la loi, et spécialement de l'article quarante-quatre de la loi des compagnies à fonds social, toutes actions dans le capital d'autres compagnies, et en disposer par aliénation ou autrement ;

Produire, développer, fournir, vendre et louer toutes forces et énergies électriques pour des fins d'éclairage, de chauffage, et comme pouvoir moteur pour toutes autres fins, en se conformant toutefois à la loi et aux règlements municipaux, sous le nom de "Hector Lamontagne, incorporé", avec un capital total de cent quarante mille piastres (\$140,000.00), divisé en quatorze cent (1400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1523-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Joseph Adélaïde Lamy, Hercule Lamy, Alide Lamy, Philippe Lamy, Joseph Arsène Auger et Lionel Gélinas, marchands, de la cité de Montréal, et Ferdinand Lamy, courtier d'assurance, de Saint-Barthélemi, pour les objets suivants :

Acheter, fabriquer, vendre en gros et en détail, tout genre de marchandises et produits quelconques ;

Exercer tout commerce généralement et spécialement le commerce de magasin à départements ;

Exercer l'industrie de fabrication et de manufacture des produits et marchandises, dont la compagnie fera commerce ;

Acquérir et bâtir des propriétés pour les fins de commerce, de manufactures ou d'usines ;

Fabriquer, fournir, vendre, louer de l'électricité et des courants électriques pour l'éclairage, le chauffage, la force motrice et pour toutes autres fins pour lesquelles ils peuvent être d'usage ou peuvent servir dans la cité de Montréal ;

Acquérir, construire, fabriquer, maintenir, ériger et opérer tout ouvrage, machines, poteaux, fils et autres matériaux en rapport à de telles fins, dans la cité de Montréal, avec le consentement de la cité de Montréal ;

Acquérir et faire tout ce qui est nécessaire pour maintenir un système électrique dans la cité de Montréal, avec le consentement de la cité de Montréal ;

tured leather, and articles of leather, and all articles used, for saddlery, carriage, automobile and shoe making ;

To manufacture all the articles that may be made for the foregoing business and the material required for the manufacture of the said articles, and also deal in the said material ;

To provide establishments for the transformation of leather and the manufacture of articles for the said business ;

To acquire, in whole or in part, the assets of Hector Lamontagne, of Montreal, under the name of "Hector Lamontagne & Cie", and his agency, rights and trade marks ; to take over, in whole or in part, his liabilities, and pay, if the present company so desire, with paid up shares of its capital stock ;

To act as manufacturers' agents or dealers in the aforesaid articles ;

To acquire any moveable and immoveable property that the company may deem useful for carrying on its business, and dispose of same by alienation or otherwise ;

To acquire any moveable and immoveable property belonging to persons, companies or corporations carrying on a similar business to any of the above enumerated, and pay for same with paid up shares of its capital stock, if the company deem it advisable ;

To acquire, notwithstanding any contrary provisions of the law, and especially of article forty four of the Joint Stock Companies' Act, any shares of the capital stock of other companies, and dispose of same by alienation or otherwise ;

To produce, develop, supply, sell and lease any electric power and energy for the purposes of lighting, heating and as motive power for any other purposes, by complying in all cases with the law and municipal by-laws, under the name of "Hector Lamontagne, Incorporated", with a total capital of one hundred and forty thousand dollars (\$140,000.00), divided into fourteen hundred (1400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of March, 1911.

JOS DUMONT,

1524

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty nine day of March, 1911, incorporating Messrs. Joseph Adélaïde Lamy, Hercule Lamy, Alide Lamy, Philippe Lamy, Joseph Arsène Auger and Lionel Gélinas, merchants, of the city of Montreal, and Ferdinand Lamy, insurance broker, of Saint Barthélemi, for the following purposes :

To purchase, manufacture, sell wholesale and retail any kind of merchandise and products whatsoever ;

To carry on any kind of business generally and especially the departmental store business ;

To carry on the business of manufacturing and making products and merchandise that the company will deal in ;

To acquire and build property for the purposes of business, factories or workshops ;

To manufacture, supply, sell, lease electricity and electric energy for lighting, heating, motive power and any other purposes for which they may be useful or serve in the city of Montreal ;

To acquire, construct, manufacture, maintain, erect and operate any work, machinery, poles, wires and other materials in connection with such purposes in the city of Montreal, with the consent of the city of Montreal ;

To acquire and do everything necessary to maintain an electric system in the city of Montreal, with the consent of the city of Montreal ;

Acquérir des terrains non bâtis, les bâtir et les revendre ;

Acquérir, acheter toute industrie et maison de commerce appartenant à des compagnies ou à des individus, avec clientèle, achalandage, actif, aux conditions, fixées par le bureau de direction de la compagnie, le prix pouvant en être payé en argent, ou en propriété, ou en actions libérées ;

Se fusionner avec d'autres compagnies ou sociétés commerciales, aux conditions qui pourront être fixées par le bureau de direction, pour continuer le commerce et l'exercice de ces industries ;

Emprunter sur hypothèque, ou sur débetures, ou autrement exercer les pouvoirs mentionnés dans la section 6058 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, à savoir :

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie ;

Limiter ou augmenter le montant des emprunts à faire ;

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables ; mais nul tel bon, obligation ou autre valeur ne devant être pour une somme moindre que cent piastres ;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie ;

Donner, par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés, à un ou à plusieurs fidéicommissaires, pour assurer le paiement des bons ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garantis ;

Acheter, prendre à bail, ou acquérir autrement, vendre ou louer ou disposer autrement d'aucun et de tout brevet, invention, marque de commerce, nom de commerce se rattachant ou applicables aux fins de la compagnie ;

Entrer dans des entreprises, avoir des intérêts communs, ou faire toute entente, pour le partage des profits, ou autrement, avec quiconque se livre ou eût sur le point de se livrer à un commerce analogue à celui que la compagnie sera autorisée de faire ;

Exercer tous les pouvoirs nécessaires, résultant de tout commerce et industrie que la compagnie entreprendra et exercera sous le nom de "J. A. Lamy, incorporée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1527.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 31^e jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Louis Zéphirin Joneas, carrier, de Beauport, George Madden et Martin Madden, marchands, Joseph Philias Cantin, notaire public, et Charles Edmond Taschereau, notaire public, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Extraire, manufacturer et vendre toute sorte de pierres ;

Manufacturer et vendre toute sorte de ciment et chaux ;

Acheter, louer, échanger, ériger ou autrement acquérir des meubles et immeubles ou tous droits que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles pour ses affaires et les vendre, louer ou en disposer autrement ;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir

To acquire vacant lands, build on and resell same ;

To acquire, purchase any industry and business house belonging to companies or to individuals, with custom, goodwill, assets, on the conditions determined by the board of directors of the company, the price of same to be paid in cash, property, or paid up stock ;

To amalgamate with other companies or firms, on the conditions that may be determined by the board of directors, to continue the business and the exercise of such industries ;

To borrow on hypothec or debentures, or otherwise exercise the powers mentioned in article 6058 of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, to wit :

Borrow money upon the credit of the company ;

Limit or increase the amount to be borrowed ;

Issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient ; but no such bonds, debentures or other securities to be for a less sum than one hundred dollars each ;

Hypothecate or pledge the immoveable property of the company or pledge its moveable property, or do both, to secure any such bonds, debentures or other securities and any money borrowed for the purposes of the company ;

Give, through their duly authorized officers, to one or more trustees, to secure the payment of the bonds or debentures, a hypothec upon the immoveable property of the company, mentioning the issue and the amount of the bonds or debentures so secured ;

To purchase, lease or otherwise acquire, sell, let or otherwise dispose of any patent, invention, trade mark, trade name in connection with or applicable to the purposes of the company ;

To enter into undertakings, have common interests or make any agreement for the sharing of profits, or otherwise, with whomsoever is engaged in or about to engage in a similar business to that this company is authorized to carry on ;

To exercise all the powers necessary in connection with the business and trade that the company shall undertake and carry on, under the name of "J. A. Lamy, incorporated", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty nine day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1528 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 31st day of March, 1911, incorporating Messrs. Louis Zéphirin Joneas, quarry-man, of Beauport, George Madden and Martin Madden, merchants, Joseph Philias Cantin, notary public, and Charles Edmond Taschereau, notary public, of the city of Quebec, for the following purposes :

To quarry, manufacture and sell all kinds of stone.

To manufacture and sell all kinds of cement and lime.

To purchase, take on lease, exchange, erect or otherwise acquire real or personal property or any rights, which the company may think necessary or convenient for its business, and to sell, lease or otherwise dispose of the same ;

To purchase, take on lease, exchange or otherwise

des terrains et intérêts dans le but d'ériger des bâtisses, boutiques, hangars, bassins, quais, éleveurs et travaux, en disposer en tout ou en partie ;

Acheter, louer ou autrement acquérir des pouvoirs d'eau et privilèges d'eau et les développer dans le but de produire le pouvoir électrique pour les fins des opérations de la compagnie ;

Vendre l'électricité dans le comté de Montmorency, produite ainsi par la compagnie ;

Acheter, posséder, affréter et mettre en opération des navires dans le but de transporter la pierre et autres matériaux en rapport avec les opérations de la compagnie ;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles et en rapport aux fins pour lesquelles la compagnie est incorporée, sous le nom de "Dominion Quarry Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1911.

1557.2 J. OS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Amédée Gaboury, médecin, Joseph Barrette, entrepreneur, Joseph Stanislas Michaud, marchand, Ariste Latour, contre-maître, et Joseph Plouffe, marchand, de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles ;

Faire le commerce de courtier d'assurance ;

Faire le commerce d'agent en général ;

Payer en parts acquittées de la dite compagnie le prix d'achat, de loyer ou de jouissance, de toutes propriétés nécessaires pour les affaires de la compagnie, ainsi que la clientèle de tout courtier que la compagnie jugera à propos d'acheter, sous le nom de "La Compagnie de Courtage et d'Immeubles", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre mille (4000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Westmount.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de mars 1911.

1559-2 J. OS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Georges Simoneau, Louis Edouard Morin, commis, Joseph Albert Gauvin, teneur de livres, Cyrille H. Débigaré, commis, de Québec, Gédéon Ferland, de Lévis, et Eugène Clavet, de Québec, tous deux commis, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros de tous les produits pharmaceutiques, faire en gros, en détail ou à commission tout autre commerce, manufacturer et fabriquer tout article qui peut faire l'objet de ce commerce ;

Acquérir par achat, loyer ou autrement, obtenir, faire enregistrer des brevets d'invention, des marques de commerce, noms et procédés utiles à l'exercice de leur commerce ;

Acquérir comme valeur, en lustris active, l'achalandage et le commerce exercé à Québec par la maison d'affaire Dr. Ed. Morin & Cie., enregistrée avec tout l'actif et le passif de la dite maison d'affaire ainsi que le privilège d'en continuer le commerce sous les noms de Dr. Ed. Morin & Cie., Limitée ;

acquire lands and interests for the purpose of erecting buildings, shops, storehouses, docks, wharfs, elevators and works, to dispose of the whole or any portion thereof ;

To purchase, lease or otherwise acquire water powers and water privileges, and develop same for the purpose of generating power of electricity with which to carry on the company's operations.

To sell and dispose of any electricity in the county of Montmorency, thus generated by the company ;

To purchase, own, charter and operate vessels for the purposes of conveying stone and other material in connection with the company's operations ;

And without limiting the generality of the foregoing powers to do such things and matters as may be deemed necessary and useful in connection with the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Dominion Quarry Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of March, 1911.

1558 J. OS. DUMONT,
Deputy provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of March, 1911, incorporating Messrs. Amédée Gaboury, physician, Joseph Barrette, contractor, Joseph Stanislas Michaud, merchant, Ariste Latour, foreman, and Joseph Plouffe, merchant, of Montreal, for the following purposes :

To carry on a real estate business ;

To carry on an insurance brokerage business ;

To carry on the business of agent generally ;

To pay for the purchase, rental or enjoyment of any property necessary for the business of the company and also for the goodwill of any broker that the company may deem advisable to purchase, with paid up stock of the company, under the name of "La Compagnie de Courtage et d'Immeubles", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four thousand (4000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Westmount.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of March, 1911.

1560 J. OS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing dated the thirtieth day of March, 1911, incorporating Messrs. Georges Simoneau, Louis Edouard Morin, clerks, Joseph Albert Gauvin, book-keeper, Cyrille H. Débigaré, clerk, of Québec, Gédéon Ferland, of Lévis, and Eugène Clavet, of Québec, both clerks, for the following purposes :

To carry on the wholesale business of pharmaceutical products ; carry on wholesale, retail or on commission any other business ; manufacture and make any article connected with the said business ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, obtain, register patents of invention, trade marks, names and processes useful in the exercise of the said business ;

To acquire as value and going concern the goodwill and business carried on at Québec, by the business house of Dr. Ed. Morin & Cie., registered with the whole of the asset and liabilities of the said business house and also the privilege of continuing the business thereof, under the name of Dr. Ed. Morin & Cie., Limitée ;

Acquérir et vendre le fonds de commerce, crédits, l'achalandage et autres droits, intérêts et privilèges appartenant à des compagnies incorporées, des sociétés ou individus ;

Payer pour propriétés, biens, droits, valeurs ou privilèges vendus, pour services rendus à la présente compagnie, pour partie ou pour le tout avec des actions acquittées de la compagnie ou adopter tout autre mode de paiement, sous le nom de "Dr. Ed. Morin & Cie., Limitée", avec un capital de cent cinquante mille (\$150,000.00) piastres, divisé en quinze cents (1500) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

1571.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 28e jour de mars 1911, constituant en corporation MM. Edmund William Tobin, M. P., de Bromptonville, Frank N. McCrea, marchand de bois, de Sherbrooke, Joseph Alexander Bothwell, de East Angus, gérant, Willard N. Munroe, de Auburn, Maine, manufacturier, James Edson McCrea, de Sherbrooke, commis, et Charles Colburn Wilson, de Auburn, Maine, capitaliste, dans les buts suivants :

Chercher et explorer des mines et minéraux ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minéraux quelconques, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droit de préemption, ou tout autre intérêt en ic eux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 6735 à 6741 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, en la manière y prescrite ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minéraux, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, débetures ou autres valeurs émises par une compagnie minière ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, pouvoirs, baux, licences, immeubles, bons, débetures, capital actions, affaires, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer avec les fonds de cette compagnie ou avec des bons ou actions libérées, en tout ou en partie, et se charger des dettes et charges y afférentes

Promouvoir ou aider à promouvoir et devenir actionnaire dans aucune compagnie auxiliaire ou alliée qui exerce ou a pour effet l'opération d'une affaire semblable ou analogue à celle exercée par cette compagnie, et entrer en aucune convention ou formation de société, pour le partage des

To acquire and sell the stock in trade, credits, goodwill and other rights, interests and privileges belonging to incorporated companies, firms or individuals ;

To pay for property, goods, rights, securities or privileges sold and for services rendered to the company, in part or in whole, with paid up stock of the company, or adopt any other mode of payment, under the name of "Dr. Ed. Morin & Cie, Limited", with a capital of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

1572

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the 28th day of March, 1911, incorporating Messrs. Edmund William Tobin, M. P., of Bromptonville, Frank N. McCrea, lumber merchant, of Sherbrooke, Joseph Alexander Bothwell, East Angus, manager, Willard N. Munroe, of Auburn, Maine, manufacturer, and James Edson McCrea, of Sherbrooke, clerk, and Charles Colburn Wilson, of Auburn, Maine, capitalist, for the following purposes :

Prospect and explore for mines and minerals ;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein ; mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 of the revised statutes of the province of Québec, 1909, in the manner therein prescribed ;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or work ;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, powers, leases, licenses ; real estate, bonds, debentures, capital stock, business, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same in funds of this company, or with bonds, or by paid up shares, in whole or in part, and assume the debts and charges appertaining thereto ;

To promote or assist in promoting, and to become a shareholder in any subsidiary or allied company, which carries on or has for its object the operation of any business similar or cognate to that carried on by this company, and to enter into any agreement or arrangement of partnership, sharing pro-

profits, union d'intérêt ou amalgamation ou autrement avec aucune autre personne, société, association ou compagnie faisant ou engagée ou étant sur le point de faire ou s'engager dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire, et payer pour telle convention ou formation avec les fonds de cette compagnie ou avec les fonds ou actions libérées de cette compagnie, en tout ou en partie, et de prendre des actions en garantie de toute telle compagnie, de les garder ou de les vendre

Faire le commerce en gros et en détail ;

Vendre le tout ou aucune partie de l'actif de la compagnie à aucune personne ou autre corporation ;

Les actionnaires de cette compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à cette compagnie pour ses actions qui peuvent être émises par cette compagnie à un escompte ou à aucun autre taux en la manière pourvue par ses règlements, sous le nom de "The Wilson Mining Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1553.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 28 mars 1911, par lesquelles "La Compagnie du Parc Saint-Onge Limitée" a été autorisée à changer son nom en celui de "La Compagnie d'Exposition de Valleyfield".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1911.

JOS. DUMONT,

1525-2

Sous-secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans d'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication

fits, union of interest or amalgamation or otherwise with any other person, firm, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on, and pay for such arrangement or amalgamation in funds of this company or by bonds or paid up shares of this company, in whole or in part, and to take shares and securities of any such company and to hold and sell same ;

To trade in wholesale and retail ;

And to sell out the whole or any part of the assets of the company to any person or other corporation ;

The shareholders of this company shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to this company for its shares, which may be issued by this company, at a discount or at any other rate in the manner provided by its by-laws, under the name of "The Wilson Mining Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Sherbrooke.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty eighth day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1554

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 28th of March, 1911, by which "La Compagnie du Parc Saint-Onge, Limitée" has been authorized to have its name changed to that of "La Compagnie d'Exposition de Valleyfield".

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty eighth day of March, 1911.

JOS. DUMONT,

1526

Deputy Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages

dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session réécéder la prise en considération de la pétition.

54.— Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.— Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment

parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être u pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1023

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construc-

ges) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clrk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

1024

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal,

tio ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des endroits où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer,

Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter wherein which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways

chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers

turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill

spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

1025 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

AVIS.

La formation d'une association sous le nom de "Le Secours Mutuel aux Malades", dans le but de procurer à ses membres des indemnités hebdomadaires dans les cas de maladie et une indemnité aux héritiers légaux en cas de mort, et procurer à ses membres les soins médicaux et les médicaments et remèdes, a été autorisée par ordre en conseil en date du 4 avril 1911.

Le principal bureau de l'association est à la cité de Montréal.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. P. Q., 1909, ce septième jour d'avril 1911.

Pour le trésorier de la province de Québec.
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances P. Q.
Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec. 1625

DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU CANADA.

AVIS.

Une séance générale de la Cour de l'Echiquier du Canada, pour l'instruction des causes, etc., aura lieu aux temps et endroits suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition, au bureau du registraire de la cour à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune de telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant mardi, le 30e jour de mai 1911, A. D., à 11 heures A. M.

Daté à Ottawa, ce 11e jour d'avril A. D. 1911.

Par ordre,
L. A. AUDETTE,
Régistraire.

1677

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. } No. 3503.
Dame Dalvina Remillard, Demanderesse; vs
Edouard Fortier Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 4 avril 1911. 1627

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Joliette. } No. 4999.
Dame Victoire Longpré, de Saint-Paul l'Ermite, épouse commune en biens de Avila Dupuis, du même lieu, journalier, Demanderesse;

vs
Le dit Avila Dupuis, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée contre le dit défendeur, le 23e jour de mars 1911.

GAUTHIER & BEAUREGARD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 23 mars 1911. 1637

shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

1026 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

Miscellaneous Notices

NOTICE.

The formation of an association under the name of "Le Secours Mutuel aux Malades" for the purposes of providing for its members weekly indemnity in case of illness and indemnity to their legal heirs in case of death, and providing for its members medical attention and remedies, has been authorized by order in council dated the 4th April, 1911.

The head office of the society is in the city of Montreal.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. P. Q., 1909, this 7th day of April, 1911.

For the treasurer of the province of Québec.
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec. 1623

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

NOTICE.

A general sitting of "The Exchequer Court of Canada", for the trial of cases, etc., will be holden at the following time and place, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting; and if no case or matter is so entered or set down for such sitting, then the same shall not be holden, viz :

At the court house, in the city of Québec, P. Q., commencing on Tuesday, the 30th day of May A. D. 1911, at 11 a. m.

Dated at Ottawa, this 11th day of April, A. D. 1911.

By order,
L. A. AUDETTE,
Registrar.

1678

Province of Québec, } Superior Court.
District of Montreal. } No. 3503.
Dame Dalvina Remillard, Plaintiff; vs Edouard Fortier, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 4th April, 1911. 1628

Province of Québec, } Superior Court.
District of Joliette. } No. 4999.
Dame Victoire Longpré, of Saint Paul l'Ermite, wife common as to property of Avila Dupuis, of the same place, laborer, Plaintiff;

vs
The said Avila Dupuis, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted against the said defendant, on the 23rd day of March, 1911.

GAUTHIER & BEAUREGARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 23rd March, 1911. 1638

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*

Dame Joséphine Blais, épouse commune en biens de Gervais Lachance, de la paroisse de Saint-Evariste, des comté et district de Beauce, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Gervais Lachance, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7e jour d'avril 1911.

ARTHUR FORTIN,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 7 avril 1911. 1639

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3818.

Dame Katie Deegan, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas J. Duggan, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Thomas J. Duggan, agent, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

JOSEPH ARCHAMBAULT,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 25 mars 1911. 1641

Cour Supérieure.—Montréal.
No. 1693.

Dame Antonia Dupil, épouse de Wilfrid Laporte, commerçant, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.
1543.2

Province de Québec, }
District d'Arthabaska } *Cour Supérieure.*
No 87.

Dame Clairina Laplante, épouse commune en biens de Ernest Fleurant, boulanger, de la ville de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs
Le dit Ernest Fleurant, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23e jour de mars 1911.

GARCEAU & MARIER,
Avocats de la demanderesse.
Arthabaska, 24 mars 1911. 1575-2

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières, } *Cour Supérieure.*
No. 595.

Dame Délina Frigon, épouse de Joseph H. Richard, ex-marchand, de Saint-Timothée, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs
Le dit Joseph H. Richard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le premier jour d'avril 1911.

LUDGER CATELLIER,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 1er avril 1911. 1583-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4045.

Dame Malvina Marsan dit Lapierre, épouse commune en biens de Narcisse Breton, plombier, des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

MARTINEAU & JODOIN,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 28 mars 1911. 1437.3

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*

Dame Joséphine Blais, wife common as to property of Gervais Lachance, of the parish of Saint-Evariste, in the county and district of Beauce, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs The said Gervais Lachance, Defendant. An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 7th day of April, 1911.

ARTHUR FORTIN,
Attorney for plaintiff.
Saint-Joseph, Beauce, 7th April, 1911. 1640

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3818.

Dame Katie Deegan, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Thomas J. Duggan, agent, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs Thomas J. Duggan, agent, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted in this case.

JOSEPH ARCHAMBAULT,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 25th March, 1911. 1642

Superior Court—Montreal
No. 1693.

Dame Antonia Dupil, wife of Wilfrid Laporte, trader, both of the city of Montreal, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
1544

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 87.

Dame Clairina Laplante, wife common as to property of Ernest Fleurant, baker, of the town of Drummondville, in the district of Arthabaska, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs
The said Ernest Fleurant, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 23rd day of March, 1911.

GARCEAU & MARIER,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 24th March, 1911. 1576

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 595.

Dame Délina Frigon, of Saint Timothée, district of Three Rivers, wife of Joseph H. Richard, ex-merchant, of Saint Timothée, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs
The said Joseph H. Richard, Defendant.
An action for separation as to property has been taken in this instance on the first of April, 1911.

LUDGER CATELLIER,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 1st April, 1911. 1584

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 4045.

Dame Malvina Marsan dit Lapierre, wife common as to property of Narcisse Breton, plumber, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

MARTINEAU & JODOIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 28th March, 1911. 1438

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4135.

Dame Leah Berzensky, épouse commune en biens de David Miller, marchand, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit David Miller, Défendeur.
Un action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 28 mars 1911. 1469-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1505.

Dame Albina Girard, de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Delphus Viau, contracteur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 17 mars 1911. 1341-4

Sous No 244. — Cour Supérieure. — Terrebonne. — Dame Alzire Labelle, épouse commune en biens de Cléophas Labelle, cultivateur, de Sainte-Monique, dit district, autorisée en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

PREVOST & MARCHAND,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 7 mars 1911. 1239-5

Cour supérieure. — Québec. — No 818. — Dame Alma Gignac, épouse de Pierre Bélanger, de Québec, boucher, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux. — Québec, ce 22 mars 1911. — MORAUD & SAVARD, Procureurs de la demanderesse. 1383-4

Province de Québec, district de Montréal, No 184. Cour supérieure. Louisa Robidoux, épouse commune en biens de Ovil Monette, journalier, de Montréal, dit district, a, le 14 mars courant, intenté une action en séparation de biens contre ce dernier, avec l'autorisation de cette cour.

ARCHAMBAULT, ROBILLARD,
JULIEN & BERARD,
1287-5 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 33.

Dame Victoria Deslauriers, de la paroisse de Saint-Liboire, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Jacob Croteau, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 21 mars 1911. 1359-4

Province de Québec, }
District de Québec. }
No. 414.

Dame Marie Malvina Labrecque, de Québec, épouse commune en biens de Selim Faucher, couvreur, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Selim Faucher, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée cette cause, le 14 mars 1911.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Quebec, 21 mars 1911. 1339-4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 4135.

Dame Leah Berzensky, wife common as to property of David Miller, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said David Miller, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted against the defendant.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 28th March, 1911. 1470

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1505.

Dame Albina Girard, of Montreal, wife common as to property of Joseph Delphus Viau, contractor, of the same place, and duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 17th March, 1911. 1342

Under No. 244. — Superior Court. — Terrebonne. — Dame Alzire Labelle, wife common as to property of Cléophas Labelle, farmer, of Sainte Monique, said district, " autorisée en justice ", has, this day, instituted an action for separation as to property and bed and board against her said husband.

PREVOST & MARCHAND,
Attorneys for plaintiff.
Sainte Scholastique, 7th March, 1911. 1240

Superior court. — Quebec. — No. 818. — Dame Alma Gignac, wife of Pierre Bélanger, of Quebec, butcher, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband. — Québec, 22nd March, 1911. — MORAUD & SAVARD, Attorneys for plaintiff. 1384

Province of Quebec, district of Montreal, No. 184. Superior court. Louisa Robidoux, wife common as to property of Ovil Monette, laborer, of Montreal, said district, has, on the 14th March instant, instituted an action for separation as to property against the latter, with the authorization of the said court.

ARCHAMBAULT, ROBILLARD,
JULIEN & BERARD,
1288 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 33.

Dame Victoria Deslauriers, of the parish of Saint Liboire, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Jacob Croteau, hotelkeeper, of the same place, duly authorized " à ester en justice ", has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

V. ERNEST FONTAINE,
Attorney for plaintiff.
Saint-Hyacinth, 21st March, 1911. 1360

Province of Quebec, }
District of Quebec. }
No. 414.

Dame Marie Malvina Labrecque, of the city of Quebec, wife common as to property of Selim Faucher, roofer, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Selim Faucher, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14th of March, 1911.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 21st March, 1911. 1440

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 796.

Dame Catherine Mareau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Raphaël Granito, entrepreneur, du même lieu,
Demanderesse ;

vs

Raphaël Granito, de la cité et du district de Montréal,
Défendeur.
La demanderesse a institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

ERNEST TETREAU,
Avocat de la demanderesse

97, Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 27 janvier 1911. 1213-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Mina Rothman, épouse commune en biens de Jacob Schwartz, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Jacob Schwartz, du même lieu, tailleur,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 11e jour de mars 1911.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 11 mars 1911. 1215-5

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 266.

Alvine Francoeur, de Saint-Roch des Aulnaies, Demanderesse ; vs Albert Francoeur, menuisier, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, le 3 mars, contre le défendeur.

AIMÉ M. DÉCHÈNE,
Procureur de la demanderesse.
Montmagny, 21 mars 1911. 1349-4

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure*
No 4653.

Dame Marie Dionne, épouse de Jos. Chs. Bérubé, marchand, de Saint-Hubert, comté de Témiscouata, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

LOUIS A. TALBOT,
Avocat de la demanderesse.
Fraserville, 9 mars 1911. 1151-5

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 460

Dame Laura Landry, épouse de J. Maxime Dontigny, hôtelier, de la municipalité du village de La Tuque, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit J. M. Dontigny, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10 mars 1911.

BLONDIN & DESY,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 10 mars 1911. 1161-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieur, No 1348. Dame Alphonsine St. Yves, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Aubry, entrepreneur, du même lieu, autorisée à ester en justice par un juge de la cour supérieure, a intenté, le 25 février 1911, une action en séparation de biens contre le dit Alfred Aubry.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 13 mars 1911. 1207-5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 796.

Dame Catherine Mareau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Raphaël Granito, contractor, of the same place,
Plaintiff ;

vs

Raphaël Granito, of the city and district of Montreal,
Defendant.
The plaintiff has instituted an action for separation as to property against the defendant.

ERNEST TETREAU,
Attorney for plaintiff.

97, Saint Jacques, Montreal.
Montreal, 27th January, 1911. 1214

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Mina Rothman, wife common as to property of Jacob Schwartz, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Jacob Schwartz, of the same place, tailor,
Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 11th day of March, 1911.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 11th March, 1911. 1216

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 266.

Alvine Francoeur, of Saint Roch des Aulnaies, Plaintiff ; vs Albert Francoeur, joiner, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property been instituted, on the 3rd March, against the defendant.

AIMÉ M. DÉCHÈNE,
Attorney for the plaintiff.
Montmagny, 21st March, 1911. 1350

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 4653.

Dame Marie Dionne, wife of Jos Chs. Bérubé, of Saint Hubert, county of Témiscouata, merchant, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LOUIS A. TALBOT,
Attorney for plaintiff.
Fraserville, 9th March, 1911. 1152

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 460

Dame Laura Landry, wife of J. Maxime Dontigny, hotelkeeper, of the municipality of the village of La Tuque, and duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said J. M. Dontigny, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 10th March, 1911.

BLONDIN & DESY,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 10th March, 1911. 1162

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 1348, Dame Alphonsine St. Yves, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alfred Aubry, contractor, of the same place, authorized to ester en justice by a judge of the superior court, has instituted, on the 25th February, 1911, an action for separation as to property against the said Alfred Aubry.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th March, 1911. 1208

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2640.

Dame Amanda Gagnon, épouse commune en biens de Ephraïm Imbault dit Mantha, contracteur, de la ville Saint-Laurent, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Ephraïm Imbault dit Mantha,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingtième jour de mars mil neuf cent onze.

BASTIEN, BERGERON,
COUSINEAU & JASMIN,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 21 mars 1911. 1369.4

Province de Québec, }
District de Terrebonne. }
No 245.

Une action en séparation de biens a été instituée le neuf mars courant, par Dame Marie-Louise Monette, épouse commune en biens de Wilfrid Cloutier, charron, du village de Sainte-Agathe des Monts, district de Terrebonne, contre le dit Wilfrid Cloutier.

J. L. ST-JACQUES,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Scholastique, mars 1911. 1249-4

Le 28e jour d'avril 1911, à Montréal, Qué., "The Canadian, American and National Express Companies", vendront les effets non réclamés en leur possession depuis avant le 1er avril 1910, dans leurs divisions respectives, comme suit : Canadian Express Co., Division Centrale et Est ; American Express & Co., Division de Québec et Ontario ; Nationale Express Co., Division de Québec.

Pour plus de détails, voir la liste imprimée.

J. BRYCE, vice-président et gérant, Canadian Express Company.

H. S. JULIER, vice-président et gérant-général, American Express Company.

T. N. SMITH, gérant-général, National Express Company. 1425.3

AVIS

Avis est par le présent donné que les compagnies suivantes ont été enregistrées pour faire des affaires dans la province de Québec :

Royal Exchange Assurance, bureau principal, Londres, Angleterre, Arthur Barry, principal agent, Montréal.

The Continental Insurance Company, bureau principal, New-York, Joseph Rowat, principal agent, Montréal.

Springfield Fire & Marine Insurance Company, bureau principal, Springfield, Mass., MM J. W. Grier & Co., principaux agents, Montréal.

Factories Insurance Company, bureau principal, Toronto, MM. Burnett, Ormsby & Clapp, principaux agents, Montréal.

National Surety Company, bureau principal, New-York, Pemberton Smith, principal agent, Montréal.

Provincial Insurance Company, Limited (Angleterre), bureau principal, Bolton, Angleterre, MM. Willis, Faber & Co., principaux agents, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce premier jour d'avril 1911.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor.
Québec.

1531-2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2640.

Dame Amanda Gagnon, wife common as to property of Ephraïm Imbault dit Mantha, contractor, of the town of Saint Laurent, in the district of Montreal, duly authorized "à ester en justice",
Plaintiff ;

vs

The said Ephraïm Imbault dit Mantha,
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twentieth day of March, 1911.

BASTIEN, BERGERON,
COUSINEAU & JASMIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st March, 1911. 1370

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. }
No. 245.

An action for separation as to property has been instituted on the ninth of March instant, by Dame Marie-Louise Monette, wife common as to property of Wilfrid Cloutier, carriage-maker, of the village of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne, against the said Wilfrid Cloutier.

J. L. ST-JACQUES.

Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, March, 1911. 1250

On April 28th, 1911, at Montreal, Que., "The Canadian, American and National Express Companies", will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to April 1st, 1910, in their respective divisions, as follows : Canadian Express Co., Central and Eastern Division ; American Express Co., Quebec and Ontario Division ; National Express Co., Quebec Division.

J. BRYCE, vice-president and manager, Canadian Express Company.

H. S. JULIER, vice-president and general manager, American Express Company.

T. N. SMITH, general manager, National Express Company. 1426

NOTICE.

Notice is hereby given that the following companies have been registered to do business in the province of Quebec :

Royal Exchange Assurance, head office, London, England, Arthur Barry, chief agent, Montreal.

The Continental Insurance Company, head office, New-York, Joseph Rowat, chief agent, Montreal.

Springfield Fire & Marine Insurance Company, head office, Springfield, Mass., Messrs. J. W. Grier & Co., chief agents, Montreal.

Factories Insurance Company, head office, Toronto, Messrs. Burnett, Ormsby & Clapp, chief agents, Montreal.

National Surety Company, head office, New-York, Pemberton Smith, chief agent, Montreal.

Provincial Insurance Company, Limited, (of England), head office, Bolton, England, Messrs. Willis, Faber & Co., chief agents, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this first day of April, 1911.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasurer Department,
Quebec.

1532

Requête

Avis est par les présentes donné que la "Dominion Gold Fields of Canada", corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires au No 107, de la rue Saint-Jacques, à Montréal, district de Montréal, a présenté une requête à la Commission des Services d'Utilité Publique de Québec, demandant le droit d'utiliser les eaux qui s'écoulent du Lac Fortin, situé partie dans les premier, deuxième et troisième rangs du canton Tring, dans le comté de Beauce, province de Québec. Cette demande est faite en vertu de l'article 2160 des statuts refondus de Québec, 1909, tel qu'amendé par le statut 1 George V, (2e session) 1911, chapitre 24.

L'utilisation de ces eaux se fera au moyen d'un canal dérivatif actuellement construit, se raccordant à la chaussée et empièlements, aussi construits à la décharge du Lac Fortin.

Avis de plus est par les présentes donné, qu'à la dernière assemblée de la Commission des Services d'Utilité Publique de Québec, une résolution a été adoptée fixant le 25e jour d'avril courant, pour l'audition de la dite requête, à 10 heures et 30 a. m., au palais de justice à Québec.

MERCIER & BEIQUE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 11 avril 1911.

1679

Avis de Faillites

Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re J. A. Gervais, Pointe-aux-Trembles, en haut.
Insolvable.

Avis est par les présentes donné que, par un jugement de la cour supérieure, en date du 7 avril 1911, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-rommé, qui a fait cession judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre nos mains dans les trente jours qui suivent cet avis.

P. J. CHARTRAND,

P. L. TURGEON,

Curateurs conjoints.

55, Saint-François Xavier,
Montréal.

1631

Avis est le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de J. H. Richard, marchand, Saint-Timothée, insolvable.

Les créanciers du dit failli sont requis de nous produire leurs réclamations assermentées dans un délai de 30 jours.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,

Curateurs conjoints.

Québec, 10 avril 1911.

1651

District de Chicoutimi.

In re Gobeil & Tremblay, Rivière du Moulin,
Insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2 mai 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie du Richelieu.

Québec, 12 avril 1911.

1693

Petition

Notice is hereby given that the "Dominion Gold Fields of Canada", a body politic and corporate, having its chief place of business at No. 107, Saint James street, Montreal, district of Montreal, has presented a petition to the Quebec Public Utilities' Commission, praying for the right to make use of the waters flowing from Lake Fortin, situate partly in the first, second and third ranges of the township Tring, in the county of Beauce, province of Quebec. The said petition is made in virtue of article 2160 of the revised statutes of Quebec, 1909, as amended by the statute 1 George V, (2nd session), 1911, chap. 24.

The utilization of the said waters shall be made by means of a derivative canal actually constructed, connecting with the dike and sluices also constructed at the discharge of Lake Fortin.

Notice moreover is hereby given that, at the last meeting of the Quebec Public Utilities Commission, a resolution was passed fixing the 25th day of April instant, for the hearing of the said petition, at half past ten o'clock in the forenoon, at the Quebec court house.

MERCIER & BEIQUE,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 11th April, 1911.

1680

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re J. A. Gervais, Pointe-aux-Trembles, en haut,
Insolvent.

Notice is hereby given that, by a judgment of the superior court, dated the 7th of April, 1911, we have been appointed joint curators to the above named estate, who have made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with us within 30 days of present notice.

P. J. CHARTRAND,

P. L. TURGEON,

Joint curators.

55, Saint François Xavier street,
Montreal.

1632

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of J. H. Richard, merchant, Saint Timothée, insolvent.

Creditors of the said insolvent are requested to file their sworn claims with us within a delay of 30 days.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,

Joint curators.

Quebec, 10th April, 1911.

1652.

District of Chicoutimi.

In re Gobeil & Tremblay, Rivière du Moulin,
Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 2nd May, 1911, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 12th April, 1911.

1694

*District de Beauce.**In re* J. W. Vaillancourt, Tring Junction,

Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 7 avril 1911, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 12 avril 1911.

1695

*District de Saint-Hyacinthe.**In re* Raymond & Frère, Saint-Hyacinthe,

Insolubles.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 1er mai 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 12 avril 1911.

1691

Re M. J. Lavigne & Cie., épiciers, Hull.

Les dits M. J. Lavigne & Cie ont fait cession judiciaire le 1er courant.

Les réclamations doivent être envoyées aussitôt que possible.

J. E. COUTURE,

Gardien provisoire.

200, rue Main, Hull.

Hull, 3 avril 1911.

1629

Province de Québec, }

District de Montréal, }

No 67.

Cour Supérieure.

Thomas Forde, entrepreneur, Montréal,

Failli.

Le failli a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, ce jour, et j'ai été nommé gardien provisoire.

PERCEY E. HEENEY.

Montréal, 12 avril 1911.

1701

District de Montréal.

Dans l'affaire de Frederick Alexander Grove (J. A. Alexander), peintre, de Montréal,

Insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit insolvable a, ce jour, fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

EUGENE PREVOST,

Sub-gardien provisoire.

Montréal, 12 avril 1911.

1699

District de Trois-Rivières.

Joseph L. L. Gailleur, Grand'Mère, comté de Champlain, marchand, a, le 10 avril 1911, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Trois-Rivières, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,

Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie du Richelieu.

Québec, 12 avril 1911.

1697

*District of Beauce.**In re* J. W. Vaillancourt, Tring Junction,

Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 7th April, 1911, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.

Quebec, 12th April, 1911.

1696

*District of Saint Hyacinth.**In re* Raymond & Frère, Saint Hyacinth,

Insolvents.

A second and final dividendsheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 1st May, 1911, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 12th April 1911.

1692

Re M. J. Lavigne & Co., grocers, Hull.

The said M. J. Lavigne & Co. have made a judicial assignment on the 1st instant.

Sworn claims must be sent as soon as possible.

J. E. COUTURE,

Provisional guardian.

200, Main street, Hull.

Hull, 3rd April, 1911.

1630

Province of Quebec, }

District of Montreal, }

No 67.

Superior Court.

Thomas Forde, contractor, Montreal,

Insolvent.

The insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, and I have been appointed provisional guardian.

PERCEY E. HEENEY.

Montreal, 12th April, 1911.

1702

District of Montreal.

In the matter of Frederick Alexander Grove (J. A. Alexander), painter, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

EUGENE PREVOST,

Sub-provisional guardian.

Montreal, 12th April, 1911.

1700

District of Three Rivers.

Joseph L. L. Gailleur, Grand'Mère, Champlain county, merchant, has, on the 10th of April, 1911, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers, according to law.

J. P. E. GAGNON,

Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 12th April, 1911.

1698

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Cour Supérieure.

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 21 mars 1911, dans une cause portant le No 3397 des dossiers de la dite cour, dans laquelle le demandeur est Antoine Poitras, peintre, des cité et district de Montréal, et les défendeurs sont les suivants, savoir : Napoléon Poitras, Dame Philomène Poitras, veuve de feu Joseph Gagnon, Dame Malvina Poitras, épouse de Chrysologue Faille, et ce dernier en autant que besoin est pour assister et autoriser son épouse aux présentes, Dame Lucie Poitras, épouse de Joseph Vézina, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux présentes, François-Xavier Gagnon, Marie Gagnon, Mary Jane Hayden, épouse séparée de biens de J.-Charles Duhamel, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux présentes, Mathilda Pearson, épouse séparée de biens de Michael Trawley, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux présentes, les héritiers de feu Ignace Taillon, de son vivant de Montréal, tous des cité et district de Montréal, Dame Cécilia Poitras, épouse de Félix Bertolini, de Rossland, dans la province de la Colombie Anglaise, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux présentes, Dame Rosa Poitras, épouse de Philippe Duval, de Fernié, province de la Colombie Anglaise, et ce dernier en autant que besoin est pour assister son épouse aux présentes, et Léocadie Poitras, fille majeure, de pays inconnu ; lequel jugement ordonne la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir :

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No 354 du cadastre officiel du quartier Saint-Louis, contenant vingt pieds neuf pouces de largeur sur la devanture, vingt-deux pieds deux pouces sur l'arrière, par soixante et sept pieds de profondeur, mesure anglaise, formant 1438 pieds en superficie ; borné en front par l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, en profondeur par le No 364 du dit cadastre, d'un côté par le No 253 du dit cadastre, et de l'autre côté par le No 355 du dit cadastre — avec maison en bois et briques et autres bâties desous construits, et portant les Nos civiques 245 et 247 de la dite avenue de l'Hôtel-de-Ville ; avec ensemble tous les droits créés en faveur du dit lot et des propriétaires d'icelui, résultant d'un acte d'accord passé entre Dame Laurent Doré, propriétaire du lot voisin No 355 susdit et les parties en cette cause, devant Mtre J. A. O. Labadie, le 4 août 1899, enregistré sous No 49428, au bureau d'enregistrement de Montréal-Est, dont copie est annexée au cahier des charges produit au dossier en cette cause, et consistant notamment dans le droit en faveur du dit lot No 354, dans le mur mitoyen construit sur la ligne de division séparant les lots Nos 354 et 355 susdits.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, VENDREDI, le CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, courtenante, dans la chambre No 31, du palais de justice de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudica-

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Superior Court.

LICITATION.

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 21st March, 1911, in a cause bearing No. 3397 of the records of the said court, in which the Plaintiff is Antoine Poitras, painter, of the city and district of Montreal, and the Defendant are the following, to wit : Napoléon Poitras, Dame Philomène Poitras, widow of the late Joseph Gagnon, Dame Malvina Poitras, wife of Chrysologue Faille, and the latter in as much as need be to assist and authorize his wife to the effect of these presents, Dame Lucie Poitras, wife of Joseph Vézina, and the latter in as much as need be to authorize his wife to the effect of these presents, François Xavier Gagnon, Marie Gagnon, Mary Jane Hayden, wife separated as to property of J. Charles Duhamel, and the latter in as much as need be to authorize his wife to the effect of these presents, Mathilda Pearson, wife separated as to property of Michael Trawley, and the latter in as much as need be to authorize his wife to the effect of these present, the heirs of the late Ignace Taillon, in his lifetime of Montreal, all of the city and district of Montreal, Dame Céline Poitras, wife of Félix Bertholini, of Rossland, in the province of British Columbia, and the latter in as much as need be to assist his wife to the effect of these present, Dame Rosa Poitras, wife of Philippe Duval, of Fernie, province of British Columbia, and the latter in as much as need be to assist his wife to the effect of these presents, and Léocadie Poitras, spinster, of parts unknown ; which judgment orders the licitation of the immoveable designated as follows, to wit :

A lot of land situate in the city of Montreal, known and designated under No. 354 of the official cadastre of Saint Louis ward, containing twenty feet nine inches in width in front, twenty two feet two inches in the rear, by sixty seven feet in depth english mesure, forming 1438 feet in superficies ; bounded in front by city hall Avenue, in depth by No 364 of the said cadastre, on one side by No. 253 of the said cadastre, and on the other side by No. 355 of the said cadastre—with houses in wood and brick and other buildings thereon erected, and bearing the civil Nos. 245 and 247 of the said city hall avenue ; together with all the rights created in favor of the said lot and of the proprietors of same, resulting from a deed of agreement passed between Dame Laurent Doré, proprietor of the aforesaid neighboring lot No. 355, and the parties in this cause, before Mtre J. A. O. Labadie, on the 4th August, 1899, registered under No. 49428 at the registry office of Montreal East, copy of which is annexed to the list of charges filed in the record in this cause, and consisting especially of the right in favor of the said lot No. 354, in the mitoyen wall erected on the division line dividing lots Nos. 354 and 355 aforesaid.

The immoveable above designated will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on FRIDAY, the FIFTH day of MAY next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court in room No. 31, of the court house, of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court ; and any oppotion to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication ; and all oppositions for payment shall be filed within six days after the adjudication ; and failing

tion ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BRODEUR & GARAND,
Avocats du demandeur.

Montréal, 27 mars 1911. 1427.2
[Première publication, 1er avril 1911].

Ratification

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1175.

Dame Elizabeth Alice MacIntosh, Requérente ;
et

Lorne McD. Cairnie, Intimé.

Avis est par le présent donné qu'un acte de partage, passé devant Mre Arthur G. E. Rankin, notaire public, le 15 décembre 1910, entre Dame Elizabeth Alice MacIntosh, de Montréal et Lorne MacDougall Cairnie, du même lieu, a été déposé au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Montréal, et qu'en vertu du dit acte de partage, la dite Dame Elizabeth Alice MacIntosh, reçoit comme sa part, dans la communauté existante ci-devant entre elle et le dit Lorne MacDougall Cairnie, en propriété absolue, l'immeuble ci-après décrit, à savoir :

Un lot de terre formant partie de la subdivision cinq, du lot numéro seize cent soixante-huit (1668-5), des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, contenant vingt pieds neuf pouces de front, la même largeur en arrière, sur une profondeur de soixante et six pieds neuf pouces, et borné comme suit : en front par l'avenue Lincoln, en arrière par le lot officiel numéro seize cent soixante et neuf (1669), d'un côté au sud-ouest par une autre partie de la dite subdivision cinq, la propriété de Charles H. Waters ou ses représentants, et au nord-est par une autre partie de la dite subdivision cinq.

Une partie de la dite subdivision cinq qui sépare le lot, par le présent vendu, de la subdivision six du dit lot seize cent soixante et huit (1668), contenant sept pieds sur l'avenue Lincoln, huit pieds onze pouces en arrière, le long du dit lot officiel numéro seize cent soixante et neuf, sur soixante et six pieds neuf pouces de la dite subdivision cinq, le tout mesure anglaise, plus ou moins—avec le cottage sus-érigé, dont les murs de chaque côté sont miloyens et que toutes personnes ayant obligation au transport du dit immeuble ci-dessus décrit, à la dite Dame Elizabeth Alice MacIntosh, sont notifiées qu'une requête sera présentée devant la cour supérieure de ce district, siégeant dans la division de la pratique, le 24e jour d'avril (1911), à dix heures et demie de l'avant-midi, demandant la ratification du dit transport, et que toutes oppositions au dit transport doivent être déposées sous six jours de la date fixée pour la présentation de la dite requête.

(Signé) J. B. A. TISON,
Député protonotaire, C. S.

Vraie copie
Trihey, Bercovitch & Kerney,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 27 mars 1911. 1453-2
[Première publication, 1er avril 1911].

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BRODEUR & GARAND,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th March, 1911. 1428
[First published, 1st April, 1911].

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 1175.

Dame Elizabeth Alice MacIntosh, Petitioner ;
and

Lorne McD. Cairnie, Respondent.

Notice is hereby given that there has been deposited in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal, a deed of partition passed before Mre. Arthur G. E. Rankin, notary public, on the 15th December, 1910, between Dame Elizabeth Alice MacIntosh, of Montreal, and Lorne MacDougall Cairnie, of the same place, and that in virtue of the said deed of partition the said Dame Elizabeth Alice MacIntosh, receives as her share in the community heretofore existing between her and the said Lorne MacDougall Cairnie, in absolute ownership, the hereinafter described immovable, to wit :

A lot of land forming part of subdivision five, of lot number sixteen hundred and sixty-eight (1668-5), on the official plan and book of reference for the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, containing twenty feet nine inches in front, the same width in rear, by a depth of sixty-six feet nine inches and bounded as follows : In front by Lincoln Avenue, in rear by official lot number sixteen hundred and sixty-nine (1669), on one side to the south west by another part of said subdivision five, the property of Charles H. Waters or his representatives, and to the north east by another part of the said subdivision five.

A portion of said subdivision five, which separates the lot hereby sold from subdivision six of said lot sixteen hundred and sixty eight (1668), contains seven feet on Lincoln Avenue, eight feet eleven inches in rear along official lot number sixteen hundred and sixty nine by sixty six feet nine inches of said subdivision five, all of said measurements are in english measure and are more or less—with the cottage thereon erected whereof the gable walls on either side are mitoyen, and that all persons having any objection to the transfer of the said immovable above described to the said Dame Elizabeth Alice MacIntosh, are notified that there will be presented before the superior court of this district, sitting in practice division, on the 24th day of April next, 1911, at half past ten of the clock in the morning, a petition praying for ratification of the said transfer, and that all oppositions to the said transfer must be filed within six days from the day fixed for presenting the said petition.

(Signed) J. B. A. TISON,
Deputy prothonotary, S. C.

True copy,
Trihey, Bercovitch & Kerney,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 27th March, 1911. 1454
[First published, 1st April, 1911].

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **ALEXANDRE TOL-**
 No 72. } **MIE,** comptable,
 Demandeur ; contre **WILLIAM HENRY STE-**
VENSON, Défendeur.

1° Un emplacement dans la ville de Thetford Mines, sur la rue Saint-Alphonse, portant le numéro vingt (20), du cadastre officiel pour le village de Kingsville, maintenant Thetford Mines—circonstances et dépendances.

2° Un emplacement au même lieu et la même rue, portant le numéro vingt-un (21), du dit cadastre officiel de Kingsville, maintenant Thetford Mines—circonstances et dépendances.

3° Un emplacement dans la dite ville de Thetford Mines, sur la même rue, connu comme étant le numéro vingt-deux (22), du cadastre officiel susdit—avec une maison y érigée, circonstances et dépendances.

4° Un emplacement dans la dite ville de Thetford Mines, sur la même rue, connu comme étant le numéro vingt-trois (23), du cadastre officiel susdit—sans bâtisse.

5° Un emplacement dans la dite ville de Thetford Mines, sur la rue Roberge, connu comme étant le numéro quatre-vingt-un (81), du cadastre officiel susdit—sans bâtisse.

6° Un emplacement dans la dite ville de Thetford Mines, sur la rue Roberge, connu comme étant le numéro quatre-vingt-deux (82), du cadastre officiel susdit—avec une grange y érigée, circonstances et dépendances.

7° Un autre emplacement dans la dite ville de Thetford Mines, sur la rue Roberge, connu comme étant la moitié du numéro quatre-vingt-trois (83), du cadastre officiel susdit, joignant le numéro 82—sans bâtisse.

Tous ces emplacements étant des subdivisions du lot numéro 82, du cadastre susdit.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le SEIZIEME jour de MAI prochain, 1911, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
 Arthabaska, 11 avril 1911. 1669
 [Première publication, 15 avril 1911].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **LA BANQUE DE QUE-**
 No 42. } **BEC,** Demanderesse ;
 contre **J. C. THIBAUT,** Défendeur.

1° Un emplacement situé à Victoriaville, au coin des rues Saint-Jean-Baptiste et Perrault, faisant partie du lot numéro onze, du troisième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné au cadastre officiel de la partie de ce canton formant la paroisse de Sainte-Victoire, sous le numéro deux cent quarante et un (241), contenant quarante-cinq pieds de front, plus ou moins, sur environ cent quatre-vingts pieds de profondeur, tenant en front à la rue Saint-Jean-Baptiste et aboutissant en profondeur à l'immeuble ci-après désigné du côté est à la rue Perrault, et de l'autre côté à Dame Delphine Trotter Picher—avec une maison en brique à deux étages y érigée.

2° Un emplacement situé au même lieu, côté ouest de la rue Perrault, faisant partie du lot numéro onze, du troisième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Victoire, comme étant une partie de la rue Saint-Antoine et partie des lots cent quatre-vingt-dix-sept (p. 197), cent quatre-vingt-dix-huit (p. 198), cent quatre-vingt-dix-neuf (p. 199) et deux cent (p. 200), contenant quarante-six pieds de front sur cent soixante-dix-sept pieds de profondeur, tenant en front à la rue Perrault telle que prolongée et aboutissant en profondeur au surplus du lot cadastral 197, joignant du côté nord aux lots cadastraux numéros deux cent quarante et un, deux cent quarante-deux, deux cent quarante-trois, et le

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **ALEXANDRE TOLMIE,**
 No. 72. } **accountant, Plaintiff ;**
 against **WILLIAM HENRY STEVENSON,**
 Defendant.

1. An emplacement in the town of Thetford Mines, in Saint Alphonse street, bearing number twenty (20), of official cadastre for the village of Kingsville, now Thetford Mines—circumstances and dependencies.

2. An emplacement in the said town of Thetford Mines, same street, bearing number twenty one (21), of official cadastre above mentioned—circumstances and dependencies.

3. An emplacement in the said town of Thetford Mines, on same street, known as being number twenty two (22), of official cadastre above mentioned—with a dwelling house thereon erected, circumstances and dependencies.

4. An emplacement in the said town of Thetford Mines, on same street, known as being number twenty three (23), of above official cadastre—without any building.

5. An emplacement in the said town of Thetford Mines, on Roberge street, known as being number eighty one (81), of above official cadastre—without any building.

6. An emplacement in the said town of Thetford Mines, on Roberge street, known as being number eighty two (82), of above official cadastre—with a barn thereon erected, circumstances and dependencies.

7. Another emplacement in the said town of Thetford Mines, on Roberge street, known as being the half lot number eighty three (83), of above official cadastre, adjoining number 82—without any building.

All the above emplacements being subdivisions of lot number 82, of said official cadastre.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, on the SIXTEENTH day of MAY next, 1911, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
 Arthabaska, 11th April, 1911. 1670
 [First published, 15th April, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **THE QUEBEC BANK,**
 No. 42. } **Plaintiff ; against J. C.**
THIBAUT, Defendant.

1. An emplacement in Victoriaville, corner Saint Jean Baptiste and Perreault streets, being part of lot number eleven, in the third range of the township of Arthabaska, known and described on the official cadastre for that part of said township forming the parish of Sainte-Victoire, under number two hundred and forty one (241), containing forty five feet in front, more or less, by about one hundred and eighty feet in depth, adjoining in front to Saint Jean Baptiste street and terminating in depth to the hereafter described immoveable on the east side to Perreault street, and on the other side to Dame Delphine Trotter Picher—with a two stories brick house thereon erected.

2. An emplacement in Victoriaville, on the west side of Perreault street, being part of lot number eleven, in the third range of the township of Arthabaska, known and described on official cadastre for parish of Sainte-Victoire as being part of Saint Antoine street and part of lots one hundred and ninety seven (p. 197), one hundred and ninety eight (p. 198), one hundred and ninety nine (p. 199), and two hundred (p. 200), containing forty six feet in front by one hundred and seventy seven feet in depth, adjoining in front to Perreault street, such as prolonged and terminating in depth to the surplus of cadastral lot 197, on the north side to cadastral lots numbers two hundred and forty one, two hundred and forty two, two hundred and forty three,

l'autre côté aux terrains de Dame Adèle Lupien—avec une maison en bois dessus construites.

3° Un emplacement situé au même lieu, côté ouest de la rue Perrault, faisant partie du lot numéro onze, du troisième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné au cadastre officiel de Sainte-Victoire, comme étant une partie des lots 197, 198, 199 et 200, contenant cent pieds de front, sur cent soixante-dix-sept pieds de profondeur, tenant en front à la rue Perrault telle que prolongée et aboutissant en profondeur à Lucien Bourbeau, j ignorant du côté nord à l'immeuble ci-dessus en second lieu désigné, et de l'autre côté au surplus du terrain de Dame Adèle Lupien—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif,

Arthabaska, 16 mars 1911.

[Première publication, 25 mars 1911.]

Shérif.

1333.2

and on the other side to the property of Dame Adèle Lupien—with a wooden house thereon erected.

3. An emplacement in Victoriaville, on west side of Perreault street, being part of lot number eleven, in the third range of the township of Arthabaska, known and described on official cadastre for parish of Sainte Victoire, as being part of lots 197, 198, 199 and 200, containing one hundred feet in front by one hundred and seventy seven feet in depth, adjoining in front to Perreault street such as prolonged and terminating in depth to Lucien Bourbeau, adjoining on the north side to the hereinabove secondly described, and on the other side to the surplus of the property belonging to Dame Adèle Lupien—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT.

Sheriff's office,

Arthabaska 16th March 1911.

[First published 25th March, 1911].

Sheriff.

1334

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } JOSEPH GAGNON, Deman-
No 8. } deur; contre FRANCOIS
CORRIVEAU. Défendeur.

1° Le lot numéro vingt-trois (23), du cadastre officiel pour le troisième rang du canton Langevin—circonstances et dépendances.

2° Les droits et prétentions du défendeur sur le lot numéro vingt-trois (23), du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton Langevin—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Justine, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif.

Saint-Joseph, Beauce, 20 mars 1911.

[Première publication, 25 mars 1911.]

Shérif.

1317.2

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } JOSEPH GAGNON, Plaintiff;
No. 8. } against FRANCOIS CORRI-
VEAU, Defendant.

1. Lot number twenty three (23), of the official cadastre for the third range of the township Langevin—circumstances and dependencies.

2. The rights and pretensions of the defendant on lot number twenty three (23), of the official cadastre for the fourth range of the township Langevin—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Justine, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1911, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office,

Saint Joseph, Beauce, 20th March, 1911. 1318

[First published, 25th March, 1911.]

Sheriff.

1318

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } EDWARD NIXON, De-
District de Bedford. } mandeur; vs ALEXAN-
No 8490. } DER J. BRISETTE, Dé-
fendeur.

1° Ce morceau de terre situé dans le quatrième rang, arpentage primitif, du canton de Ely, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Ely, comme lot numéro quatre cent seize (416), contenant cinquante-neuf acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations.

2° Ce morceau de terre situé dans le troisième

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } EDWARD NIXON,
District of Bedford. } Plaintiff; vs ALEXAN-
No. 8490. } DER J. BRISETTE, De-
fendant.

1. That certain piece of land situated in the fourth range, primitive survey, of the township of Ely, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Ely, as lot number four hundred and sixteen (416), containing fifty nine acres, more or less—with all improvements thereon.

2. That certain piece of land situated in the third

rang, arpentage primitif, du canton de Ely, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Ely, comme lot numéro deux cent soixante et huit (268), contenant cinquante-sept (57) acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement pour le comté de Shefford, dans la ville de Waterloo, dans le dit district, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON.

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 6 avril 1911. 1633
[Première publication, 15 avril 1911.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } ELZEAR GUAY, de
No. 3307. } Normandin ; contre
EMILE BONNEAU, de Saint-Hedwigde.

Tous les droits du défendeur, titres, intérêts, ouvrages, améliorations et réclamations quelconques qu'il a et peut avoir en et sur le lot de terre numéro 13, du cinquième rang de la subdivision primitive du canton de Roberval, maintenant connu et désigné sous le numéro 309, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Roberval—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hedwigde, le QUINZIÈME jour de MAI, à DIX heures a. m.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 10 avril 1911. 1653
[Première publication, 15 avril 1911.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } ARTHUR DECHENE,
No. 3521. } Demandeur ; contre
FRANÇOIS IMBEAU, Défendeur.

1° Le lot connu et désigné sous le numéro seize, au cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Delisle ;

2° Le lot connu et désigné sous le numéro cinq, au cadastre officiel pour le premier rang du canton Delisle ;

3° Le lot connu et désigné sous le numéro quatorze A, au cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Delisle ;

4° Le lot connu et désigné sous le numéro quatorze B, au cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Delisle ;

5° Le lot connu et désigné sous le numéro quinze A, au cadastre officiel, pour le deuxième rang du canton Delisle ;

Les dits lots seront vendus avec les bâtisses dessus construites et les dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cœur de Marie, le SEIZIÈME jour de MAI prochain, à UNE heure p. m.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 10 avril 1911. 1655
[Première publication, 15 avril 1911.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

range, primitive survey, of the township of Ely, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Ely, as lot number two hundred and sixty eight (268), containing fifty seven (57) acres, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the registry office for the county of Shefford, in the town of Waterloo, on said district, on the TWENTIETH day of MAY next, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON.

Sheriff's office, Shérif.
Sweetsburg, 6th April, 1911. 1634
[First published, 15th April, 1911.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } ELZEAR GUAY, of Nor-
No. 3307. } mandin ; against EMILE
BONNEAU, of Saint Helwigde.

All the rights, titles, interests, works, improvements and claims whatever that the defendant has and may have in and on the lot of land number 13, of the fifth range of the primitive subdivision of the township of Roberval, now and known and designated under number 309, on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Roberval—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Hedwigde, on the FIFTEENTH day of MAY, at TEN o'clock a. m.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 10th April, 1911. 1654
[First published, 15th April, 1911.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } ARTHUR DECHENE,
No. 3521. } Plaintiff ; against FRAN-
COIS IMBEAU, Defendant.

1. The lot known and designated under number sixteen, on the official cadastre for the second range of the township Delisle ;

2. The lot known and designated under number five, on the official cadastre for the first range of the township Delisle ;

3. The lot known and designated under number fourteen A, on the official cadastre for the second range of the township Delisle ;

4. The lot known and designated under number fourteen B, on the official cadastre for the second range of the township Delisle ;

5. The lot known and designated under number fifteen A, on the official cadastre for the second range of the township Delisle ;

The said lots will be sold with buildings thereon erected and the dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cœur de Marie, on the SIXTEENTH day of MAY next, at ONE o'clock p. m.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 10th April, 1911. 1666
[First published, 15th April, 1911.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District de Beauce.*

Province of Québec, } **THOMAS CARETTE**,
 District de Beauce. } marchand, de Sainte-
 No 1400. } Marie, Beauce, Demandeur;
 contre les terres et tenements de **LAURENT**
POIRIER, de Saint-François d'Assise, dans le district
 de Gaspé, Défendeur.

Un morceau de terre connu comme la moitié
 ouest du lot No 32 et lot No 33, du sixième rang
 Rivière Restigouche; borné comme suit: à l'est
 par l'autre moitié du lot No 32 du dit cinquième
 rang Rivière Restigouche, au nord par la ligne de
 division entre les sixième et septième rangs du dit
 rang Rivière Restigouche, à l'ouest par le lot No 34,
 du même rang, et au sud par le chemin du Roi.
 Contenant cent cinquante acres de terre, plus ou
 moins—ensemble avec une maison, remise en bois
 et grange sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
 de Saint-Alexis de Matapédia, dans le comté de
 Bonaventure, **MERCREDI**, le **VINGT-SIXIÈME**
 jour d'**AVRIL** prochain 1911, à **MIDI**.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif, Shérif.
 New-Carlisle, 17 mars 1911. 1309-2
 [Première publication, 25 mars 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District de Beauce.*

Province of Québec, } **THOMAS CARETTE**,
 District de Beauce. } marchand, de Sainte-
 No 1401. } Marie, Beauce, Demandeur;
 contre les terres et tenements de **GEORGES H.**
GALLANT, de Saint-François d'Assise, dans le
 district de Gaspé, Défendeur.

Un lot de terre connu comme lot No 30, et la
 moitié est du lot No 31, dans le cinquième rang
 Rivière Restigouche; borné comme suit: au sud
 par la ligne de division entre les quatrième et cin-
 quième rangs du rang Rivière Restigouche, à l'ouest
 par l'autre moitié du lot No 31, du dit cinquième
 rang Restigouche, au nord par le chemin du Roi, et
 à l'est par le lot No 29, contenant quatre-vingt-dix
 acres de terre en superficie, plus ou moins—ensem-
 ble avec une maison et grange sus-érigées, circons-
 tances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
 de Saint-Alexis de Matapédia, **MERCREDI**, le
VINGT-SIXIÈME jour d'**AVRIL** prochain, à
ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif, Shérif.
 New-Carlisle, 17 mars 1911. 1307-2
 [Première publication, 25 mars 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Province of Québec, } **THOMAS CARETTE**,
 District de Beauce. } marchand, district de
 No 382. } Beauce, Demandeur; contre
 les biens et effets, terres et tenements de **JOHN**
POIRIER, de Saint-François d'Assise, district de
 Gaspé, Défendeur.

Un lot de terre connu comme lot No 16, dans le
 sixième rang Rivière Restigouche, dans le comté
 de Bonaventure, dans le district de Gaspé; borné
 comme suit: au sud par le chemin du Roi, à l'ouest
 par le lot No 17 du même rang, au nord par la
 ligne de division entre les sixième et septième rangs,
 à l'est par le lot No 15, du dit sixième rang Rivière
 Restigouche, contenant cent acres, plus ou moins,
 —avec une maison et la charpente d'une maison
 sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
 de Saint-Alexis de Matapédia, **MERCREDI**, le
VINGT-SIXIÈME jour d'**AVRIL** prochain, à
DIX heures du l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif, Shérif.
 New-Carlisle, 17 mars 1911. 1305-2
 [Première publication, 25 mars 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Beauce.*

Province of Québec, } **THOMAS CARETTE**,
 District of Beauce. } merchant, of Sainte-
 No. 1400. } Marie, Beauce, Plaintiff;
 against the lands and tenements of **LAURENT**
POIRIER, of Saint François d'Assise, in the district
 of Gaspé, Defendant.

A certain piece or parcel of land being known as
 the west half of lot No. 32 and lot No. 33, of the
 sixth River Restigouche range; and bounded as fol-
 lows: on the east by the remaining half of lot No.
 32 of said fifth River Restigouche range, on the
 north by the division line between the sixth and
 seventh ranges of said River Restigouche range, on
 the west by lot No. 34, of same range, and on the
 south by the King's highway, containing one hun-
 dred of fifty acres of land, more or less—together
 with a dwelling house, wood shed and barn thereon
 erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint
 Alexis de Matapédia, in the county of Bonaventure,
 on **WEDNESDAY**, the **TWENTY-SIXTH** day of
APRIL ensuing, 1911, at the hour of **TWELVE** in
 the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Sheriff.
 New Carlisle, 17th March, 1911. 1310
 [First published, 25th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Beauce.*

Province of Québec, } **THOMAS CARETTE**, mer-
 District of Beauce. } chant, of Sainte-Marie,
 No. 1401. } Beauce, Plaintiff; against the
 lands and tenements of **GEORGES H. GALLANT**,
 of Saint François d'Assise, in the district of Gaspé,
 Defendant.

A certain lot of land known as lot No. 30, and
 the east half of lot No. 31, of the fifth River Resti-
 gouche range; bounded as follows: on the south
 by the division line between the fourth and fifth
 ranges of the River Restigouche range, on the west
 by the remaining half of lot No. 31, of said Resti-
 gouche range, on the north by the King's highway,
 and on the east by lot No. 29, containing ninety
 acres of land in superficies, more or less—together
 with a house and barn thereon erected, circumstan-
 ces and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint
 Alexis de Matapédia, on **WEDNESDAY**, the
TWENTY-SIXTH day of **APRIL** ensuing (1911),
 at the hour of **ELEVEN** in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Sheriff.
 New Carlisle, 17th March, 1911. 1308
 [First published, 25th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Beauce.*

Province of Québec, } **THOMAS CARETTE**,
 District of Beauce. } merchant, district of
 No. 382. } Beauce, Plaintiff; against
 the goods and chattels and the lands and tenements
 of **JOHN POIRIER**, of Saint-François d'Assise,
 district of Gaspé, Defendant.

A lot of land known as lot No. 16, in the sixth
 River Restigouche range, in the county of Bona-
 venture, in the district of Gaspé; bounded as fol-
 lows: on the south by the King's highway, on the
 west by lot No. 17 of same range, on the north by
 the division line between the sixth and seventh
 ranges, on the east by lot No. 15, of the said sixth
 River Restigouche range, containing one hundred
 acres, more or less—with a dwelling house and
 barn frame thereon erected, circumstances and
 dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint
 Alexis de Matapédia, on **WEDNESDAY**, the
TWENTY-SIXTH day of **APRIL** ensuing, at the
 hour of **TEN** in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
 New Carlisle, 17th March, 1911. 1306
 [First published, 25th March, 1911.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Berthier.

Joliette, à savoir: } **NORBERT LEFRANCOIS**,
No 3627. } Demandeur; contre **GEORGE**
BEAUDOIN, Défendeur.

Le lot numéro onze (No 11), rang A, canton Peterborough, situé dans la paroisse de Saint-Charles de Mandeville, district de Joliette, ainsi que les améliorations faites sur le dit immeuble—et les bâties dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles de Mandeville, le **SEIZIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 10 avril 1911. 1671
[Première publication, 15 avril 1911.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Berthier.

Joliette, to wit: } **NORBERT LEFRANCOIS**,
No. 3627. } Plaintiff; against **GEORGE**
BEAUDOIN, Defendant.

Lot number eleven (11), range A, township of Peterborough, situate in the parish of Saint Charles de Mandeville, district of Joliette, and also the improvements made on the said immoveable—and the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles de Mandeville, on the **SIXTEENTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 10th April, 1911. 1672
[First published, 15th April, 1911.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska. } **PAUL H. PELLE-**
No 4611. } **TIER**, Demandeur;
contre **JOSEPH BOSSÉ**, Défendeur.

Tous les droits de réméré et de possession qu'a le défendeur sur les lots numéros trois, quatre, dix-sept et dix-huit (Nos 3, 4, 17 et 18), du cadastre du comté de Temiscouata, pour la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha! (dans la partie du canton Armand, comprise dans les limites de la dite paroisse)—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances, le tout en vertu d'un acte de vente à réméré consenti par le dit Joseph Bossé à Emile Dubé, le 24 novembre 1909, devant Mre P. Langlais, notaire, sur lequel dit réméré il ne reste plus dû qu'une balance de cinq cent quatre-vingt-six piastres et soixante-dix centins, avec intérêt à 6% depuis le 24 novembre 1910, et le tout sujet au paiement de cette somme et aux autres charges et conditions énoncées au dit acte; à charge en outre de payer à Pierre Bérubé, rentier, de la ville de Fraserville, une obligation au montant de trois cents piastres, avec intérêt à 5½% à compter du 27 juillet 1909, consenti par le dit Joseph Bossé au dit Pierre Bérubé, le 27 juillet 1905, devant Mre J. A. Foisy, notaire, et enregistré le 3 août 1905. Sauf à distraire du lot numéro dix-huit, partie du canton Armand, cadastre de la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha! un certain lot de terre de un arpent carré, situé sur la partie sud du dit lot 18, appartenant à Joseph Bossé, fils.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de Saint-Louis du Ha! Ha! le **DIX-SEPTIEME** jour de **MAI** 1911, à **ONZE** heures du matin.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 12 avril 1911. 1705
[Première publication, 15 avril 1911.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Kamouraska. } **PAUL H. PELLE-**
No. 4611. } **TIER**, Plaintiff;
against **JOSEPH BOSSÉ**, Defendant.

All the rights of redemption and ownership that the defendant has on lots numbers three, four, seventeen and eighteen (Nos. 3, 4, 17 et 18), of the cadastre of the county of Temiscouata, for the parish of Saint Louis du Ha! Ha! (in the part of the township Armand, comprised within the limits of the said parish)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the whole in virtue of a deed of sale with right of redemption consented by the said Joseph Bossé to Emile Dubé, on the 24th November, 1909, before Mre P. Langlais, notary, on which said redemption there only remains due a balance of five hundred and eighty six dollars and seventy cents, with interest at 6% from the 24th November, 1910, and the whole subject to the payment of the said amount and the other charges and conditions set forth in the said deed; subject to the charge moreover of paying to Pierre Bérubé, rentier, of the town of Fraserville, an obligation of the sum of three hundred dollars, with interest at 5½% from the 27th July, 1908, consented by the said Joseph Bossé to the said Pierre Bérubé, on the 27th July, 1905, before Mre J. A. Foisy, notary, and registered on the 3rd August, 1905. Save and except to subtract from lot number eighteen, (part of the township Armand, cadastre of the parish of Saint Louis du Ha! Ha!) a certain lot of land of one square arpent situate on the south part of the said lot 18, belonging to Joseph Bossé, junior.

To be sold in one lot, at the church door of Saint Louis du Ha! Ha!, on the **SEVENTEENTH** day of **MAY**, 1911, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Fraserville, 12th April, 1911. 1706
[First published, 15th April, 1911.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir : { **JOSEPH FLEURY**, de No 241. { **Notre-Dame du Rosaire**, Demandeur ; contre **FRANÇOIS BOULANGER**, cultivateur, du même lieu, Défendeur, et le dit défendeur, saisissant.

Un lot de terre étant la moitié nord-est du lot numéro quarante (40), dans le rang C, du canton Ashburton, dans le comté de Montmagny—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame-du-Rosaire, le **SEIZIEME** jour de **MAI** prochain, 1911, à **DIX** heures du matin.

GEO. ROY, Shérif.

Bureau du shérif, Montmagny, 11 avril 1911. 1649

[Première publication, 15 avril 1911.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit : { **JOSEPH FLEURY**, of No. 241. { **Notre-Dame du Rosaire**, Plaintiff; against **FRANÇOIS BOULANGER**, farmer, of the same place, Defendant, and the said defendant, seizing.

A lot of land being the north east half of lot number forty (40), in range C, of the township Ashburton, in the county of Montmagny—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Notre-Dame du Rosaire, on the **SIXTEENTH** day of **MAY** next, 1911, at **TEN** o'clock in the forenoon.

GEO. ROY, Sheriff.

Sheriff's office, Montmagny, 11th April, 1911. 1650

[First published, 15th April, 1911.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : { **FRANÇOIS GALIPEAU**, No 2926. { Demandeur ; contre **DEMOISELLE FRIEDA WIEDRICK**, fille majeure, et maintenant épouse contractuellement séparée de biens de Harry Harding, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défendresse.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, étant la moitié nord du lot de terre désigné sous le numéro cinq cent vingt-cinq, de la subdivision du lot numéro huit (8-525), aux plan et livre de renvoi officiels du village de la côte Saint-Louis, laquelle moitié de lot contient vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins ; borné en front par la rue Huntly, en arrière par une ruelle, du côté nord par le lot numéro de subdivision 524 du No 8, et du côté sud par le résidu du dit lot No 525—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-SEPTIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du shérif, Montréal, 21 mars 1911. 1363-2

[Première publication, 25 mars 1911.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : { **FRANÇOIS GALIPEAU**, No. 2926. { Plaintiff; against **MISS FRIEDA WIEDRICK**, of the full age of majority, and now wife separated as to property by marriage contract of Harry Harding, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendant.

An emplacement situate in Saint Denis ward, of the city of Montreal, being the north half of the lot of land designated under number five hundred and twenty five, of the subdivision of lot number eight (8-525), on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, which half of lot contains twenty five feet in width by one hundred feet in depth, english measure, and more or less ; bounded in front by Huntly street, in the rear by a lane, on the north side by subdivision lot number 524 of No. 8, and on the south side by the remainder of the said lot No. 525—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY SEVENTH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's office, Montreal, 21st March, 1911. 1364

[First published, 25th March, 1911.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **JOHN WOOD**, Demandeur ;
 No 8243. } contre **WILLIAM J. WOOD**, Défendeur, à savoir :

1° Le lot de terre numéro neuf B (9 B), dans le premier rang du canton de Portland Est, dans le comté de Labelle et district d'Ottawa ;

2° Lot numéro neuf (9), dans le deuxième rang du canton de Portland Est susdit ;

3° Toute cette partie de la moitié ouest du lot numéro dix B (10 B), dans le premier rang du canton de Portland Est susdit ; borné au nord par le numéro dix B, dans le deuxième rang, à l'est par le lot numéro dix A, du premier rang, au sud par la Rivière du Lièvre, et à l'ouest par le numéro onze A, du premier rang—avec toutes les bâtisses et appartenances y appartenant ; sujets à la condition par l'acquéreur de payer au demandeur une pension alimentaire de \$20.00 par mois, sa vie durant, tel qu'adjudgé par le jugement à cette cause, le même étant une première charge en faveur du demandeur le bailleur de fonds, dans son acte d'icelui au défendeur, en date du 19 janvier 1910.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. M. WRIGHT.

Bureau du shérif, Hull, 22 mars 1911. Shérif. 1373-2
 [Première publication, 25 mars 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **JOHN WOOD**, Plaintiff ; against
 No. 8243. } **WILLIAM J. WOOD**, Defendant, to wit :

1. The lot of land number nine B (9 B), in the first range of the township of Portland East, in the county of Labelle and district of Ottawa.

2. Lot number nine (9), in the second range of the township of Portland East aforesaid.

3. All that part of the west half of lot number ten B (10 B), in the first range, of the township of Portland East aforesaid ; bounded north by number ten B, in the second range east by lot number ten A, of the first range, south by the River du Lièvre, and west by number eleven A, of the first range—with all buildings and appurtenances thereto belonging ; subject to the condition by the purchaser to pay the plaintiff an alimentary allowance of \$20.00 per month, during his lifetime as awarded by the judgment herein the same being a first charge in favor of plaintiff the bailleur de fonds, in his deed thereof to defendant, dated 19th January, 1910.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 22nd March, 1911. Sheriff. 1374
 [First published, 25th March, 1911.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **FRANÇOIS GIGUÈRE** ;
 No 512. } contre **JOSEPH GOULET**, à savoir :

Les droits que peut avoir le défendeur dans l'immeuble ci-dessous décrit, et en particulier, le droit de racheter (remérer) le dit immeuble en payant à François-Xavier Paré, de Sainte-Anne, ou ordre avant le 14 novembre 1917, la somme de \$400.00 avec intérêt à six pour cent par an, aux termes et conditions d'un acte de vente, passé à Sainte-Anne, devant J. B. Beauregard, notaire, le 17 novembre 1909, de partie du lot No 89 (quatre-vingt-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré : borné au nord et vers l'est à Charles Cauchon, vers l'ouest à Joseph Desrochers, au sud au chemin de côte qui s'y trouve, avec un droit de passage par le dit chemin de côte pour communiquer avec le chemin royale, étant un emplacement situé au nord du chemin royal—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, comté de Montmorency, le CINQUIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif, Québec, 29 mars 1911. Député shérif. 1478-2
 [Première publication, 1er avril 1911.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LE CRÉDIT FONCIER**
 No 775. } **FRANCO CANADIEN** ;
 contre **THOMAS ABEL**, à savoir :

1° Le lot No 139, (cent trente-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alban, étant

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **FRANÇOIS GIGUÈRE** ; against
 No. 512. } **JOSEPH GOULET**, to wit :

The rights that the defendant may have in the immoveable hereunder described, and in particular the right to purchase the said immoveable by paying to François Xavier Paré, of Sainte Anne, or order, before the 14th November, 1917, the sum of \$400.00 with interest at six per cent per annum, on the terms and conditions of a deed of sale, passed at Sainte Anne, before J. B. Beauregard, notary, on the 17th November, 1909, of part of lot No. 89 (eighty nine), of the official cadastre for the parish of Sainte Anne de Beaupré ; bounded on the north and towards the east by Charles Cauchon, on the west by Joseph Desrochers, on the south by the hill road thereon, with a right of way by the said hill road to communicate with the King's highway, being an emplacement situate on the north of the King's highway—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Beaupré, county of Montmorency, on the FIFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Québec, 30th March, 1911. Deputy sheriff. 1478
 [First published, 1st April, 1911.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **LE CRÉDIT FONCIER**
 No. 775. } **FRANCO CANADIEN**,
 against **THOMAS ABEL**, to wit :

1. Lot No. 139 (one hundred and thirty nine), of the official cadastre for the parish of Saint Alban,

un lot de terre situé concession sud-est de la rivière Sainte-Yvonne—circonstances et dépendances.

2^e Le lot No 140 (cent-quarante), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alban, étant un lot de terre situé concession sud-est de la rivière Sainte-Anne—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

ED. BEGIN,
Bureau du shérif. Député shérif.
Québec, 30 mars 1911. 1479.2
[Première publication, 1er avril 1911.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Province de Québec, } LA PRESSE PUBLISH-
A Saint-Hyacinthe. } ING CO., LTD., Deman-
No 693. } deresses; vs JOHN FRE-
CHETTE, Défendeur.

Un emplacement sis et situé en la ville de Marieville, étant connu aux plan et livre de renvoi officiels du village de Marieville, sous le numéro cinquante-deux (52)—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Marieville, comté de Rouville, le VINGT-CIN-QUIÈME jour d'AVRIL prochain, 1911, à UNE heure de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,
Bureau du shérif. Shérif.
Saint-Hyacinthe, 16 mars 1911. 1301-2
[Première publication, 25 mars 1911.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } DAME CHRISTINA
Sainte-Scholastique, } ANN JOHNSON,
No 187. } Demanderesse; contre
THOMAS JOHNSON, Défendeur, à savoir :

Une terre sise et située dans le township de Grenville comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, et contenant environ 459 acres de terre—avec toutes les bâtisses ci-dessus érigées et formées des lots officiels suivants :

14A. Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le township de Grenville, sous le numéro quatorze A, dans le troisième rang du dit township, contenant cent soixante et seize acres et soixante-trois centièmes d'acre, mais à retrancher du dit lot les emplacements suivants, et dont l'acquéreur devra se conformer aux contrats de vente.

(a) Un emplacement vendu à John Milway, par acte de vente enregistré sous le No 15917.

(b) Emplacement vendu à Joseph Dargis, acte de vente enregistré sous le No 18924.

(c) Emplacement vendu à R. W. Scott, acte de vente enregistré sous le No 20923.

being a lot of land situate in the south east concession of the Sainte Anne river—circumstances and dependencies.

2. Lot No 140 (one hundred and forty) of the official cadastre for the parish of Saint Alban, being a lot of land situate in the south east concession of the Sainte Anne river—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alban, county of Portneuf, on the FOURTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN.
Sheriff's office. Deputy sheriff.
Quebec, 30th March, 1911. 1480
[First published, 1st April, 1911].

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } LA PRESSE PUBLISH-
At Saint Hyacinthe. } ING CO., LTD. Plaintiff;
No. 693. } vs. JOHN FRECHETTE,
Defendant.

A piece of ground situate in the town of Marieville, known on the official plan and book of reference of the village of Marieville, under the number fifty-two (52)—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the village of Marieville, county of Rouville, on the TWENTY-FIFTH day of APRIL next (1911), at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office. Sheriff.
Saint Hyacinthe, 16th March, 1911. 1302
[First published, 25th March, 1911].

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } DAME CHRISTINA
Sainte Scholastique, } ANN JOHNSON,
No. 187. } Plaintiff; against
THOMAS JOHNSON, Defendant, to wit:

A farm situated in the township of Grenville, county of Argenteuil, district of Terrebonne, and containing about four hundred and fifty nine acres of land—with buildings thereon erected, and composed of the following official lots

1. The lots known and designated upon the official plan and in the book of reference of the township of Grenville, under fourteen A, in the third range thereof, containing one hundred and seventy six acres and sixty three hundredths, to be deducted therefrom however, the following emplacements:

(a) An emplacement sold to John Milway, by deed registered under No. 15917.

(b) An emplacement sold to Joseph Dargis, registered under No. 18924.

(c) Emplacement sold to R. W. Scott, registered under No. 20923.

(d) Emplacement vendu à Patrick Cullins, acte de vente enregistré sous le No 21452.

(e) Emplacement vendu à Henry Labelle, acte de vente enregistré sous le No 22989.

(f) Emplacement vendu à Alexander Pridham, acte de vente enregistré sous le No 22990.

(g) Emplacement vendu à Samson McArthur, acte de vente enregistré sous le No 23740.

2° Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le township de Grenville, sous le No quinze A, dans le troisième rang, contenant en superficie 206 acres, moins les emplacements suivants qui sont vendus du dit lot, à retrancher.

(a) Un emplacement vendu à Ferdinand Tessier, acte de vente enregistré sous le No 15611.

(b) Un emplacement vendu à Alex. Lemay, fils, acte de vente enregistré sous le No 15759.

(c) Emplacement vendu au rév. Joseph Gascon, enregistré sous le No 15779.

(d) Emplacement vendu à Charles Poulin, enregistré sous le No 15847.

(e) Emplacement vendu à Antoine Lemay, enregistré sous le No 15911.

(f) Emplacement vendu à Joseph Robillard, enregistré sous le No 16211.

(g) Emplacement vendu à Alfred Brigden, enregistré sous le No 16960.

(h) Emplacement vendu à Oron Robillard, enregistré sous le No 17572.

(i) Emplacement vendu à Oron Robillard, enregistré sous le No 17624.

(j) Emplacement vendu à Joseph Joly, enregistré sous le No 17919.

(k) Emplacement vendu à Joseph Lanthier, enregistré sous le No 17920.

(l) Emplacement vendu à Joseph O. Bouchard, enregistré sous le No 18926.

(m) Emplacement vendu à Léon Tessier, enregistré sous le No 19019.

(n) Emplacement vendu à Honoré Tessier, enregistré sous le No 19275.

(o) Emplacement vendu à Samuel Dargis, enregistré sous le No 19320.

(p) Emplacement vendu à Matthew Prophet, enregistré sous le No 22991.

3° Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dans le deuxième rang du dit township de Grenville, sous le numéro quatorze A, contenant soixante et dix-sept acres et un tiers de terre—avec les bâtisses érigées sur les dits lots plus haut mentionnés.

Le tout pour être vendus en un seul lot, constituant une terre.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Grenville, comté d'Argenteuil, dit district, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL prochain (1911), à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 20 mars 1911. 1335.2
[Première publication, 25 mars 1911].

) Emplacement sold to Patrick Cullins, registered under No. 21452.

(e) Emplacement sold to Henry Labelle, registered under No. 22989.

(f) Emplacement sold to Alexander Pridham, registered under No. 22990.

(g) Emplacement sold to Samson McArthur, registered under No. 23740.

2. The lot known and designated upon the official plan and in the book of reference for the township of Grenville, under the number fifteen A, in the third range, containing in superficies 206 acres, with the exception of the following emplacements which were sold from the said lot, and which must be deducted:

(a) An emplacement sold to Ferdinand Tessier, by deed registered under No. 15611.

(b) An emplacement sold to Alex. Lemay, fils, and registered under No. 15759.

(c) Emplacement sold to Rev. Joseph Gascon, registered under No. 15779.

(d) Emplacement sold to Charles Poulin, registered under No. 15847.

(e) Emplacement sold to Antoine Lemay, registered under No. 15911.

(f) Emplacement sold to Joseph Robillard, registered under No. 16211.

(g) Emplacement sold to Alfred Brigden, registered under No. 16960.

(h) Emplacement sold to Oron Robillard, registered under No. 17572.

(i) Emplacement sold to Oron Robillard, registered under No. 17624.

(j) Emplacement sold to Joseph Joly, registered under No. 17919.

(k) Emplacement sold to Joseph Lanthier, registered under No. 17920.

(l) Emplacement sold to Joseph O. Bouchard, registered under No. 18926.

(m) Emplacement sold to Léon Tessier, registered under No. 19019.

(n) Emplacement sold to Honoré Tessier, registered under No. 19275.

(o) Emplacement sold to Samuel Dargis, registered under No. 19320.

(p) Emplacement sold to Matthew Prophet, registered under No. 22991.

3. The lot known and designated upon the official plan and book of reference for the township of Grenville, under the number fourteen A, in the second range, containing seventy-seven acres and one third—with buildings erected on the said lots heretofore mentioned.

The whole to be sold as one lot, constituting a farm.

To be sold at the catholic church door of the village of Grenville, county of Argenteuil, said district, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next (1911), at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 20th March, 1911. 1336
[First published, 25th March, 1911].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **IN RE DAVELUY &**
No. 119. } **FILS, faillis; et JO-**
SEPH PHILIAS EUGENE GAGNON, curator.

Un emplacement situé à "La Tuque", sur l'avenue-A, de dix-huit pieds de front sur une profon-

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **IN RE DAVELUY &**
No. 119. } **FILS, insolvents;**
and **JOSEPH PHILIAS EUGENE GAGNON, curator.**

An emplacement situate at "La Tuque", on avenue A, of eighteen feet in front by a depth of

deur d'environ cent quinze pieds, étant la partie nord du lot numéro vingt-quatre A-douze (partie 24 A-12), du cadastre officiel du canton Mailhot, comté de Champlain; borné en front par l'avenue A, en profondeur par le numéro 24-A 13, d'un côté par Dame veuve H. Laberge, et de l'autre côté à un passage mitoyen entre la maison du dit Daveluy et de Dame A. A. Côté ou représentants—avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, en la paroisse Sainte-Geneviève de Batiscan, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 12 avril 1911. 1667
[Première publication, 15 avril 1911].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **PHILIPPE HOULE,**
No 403. } Demandeur; contre
LUDGER CURÉ ET ULDERIC CURÉ ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, Ludger Curé et Uldéric Curé, à savoir:

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint Timothée, dans le rang Saint-Pierre, faisant partie du lot de terre numéro six cent soixante et dix huit (p. 678), du cadastre de la paroisse de Sainte-Tite, contenant trois arpents de largeur sur la profondeur de sept arpents; borné en front du côté sud, partie à Nap. Larivée et partie à Léopold Bédard, en profondeur du côté nord, à la rivière Mékinac, du sud, du côté nord-est à Adéland Bourgouin, et du côté sud-ouest au rang Saint-Pierre—avec ensemble le moulin à scie, machines, scies, instrument et outils servant à le faire fonctionner, et accessoires se trouvant sur un emplacement appartenant à Pierre Thifault, cultivateur de Saint-Thimothée, et désigné comme suit:

Un emplacement situé en la dite paroisse, dans le dit rang Saint-Pierre, d'environ un demi arpent en superficie, faisant partie du dit lot six cent soixante et dix huit (678), du dit cadastre de Saint-Tite; borné du côté nord par la rivière Mékinac, du sud, du côté nord-est par Félix Pagé, et du côté sud et sud-ouest par le morceau de terre ci-dessus désigné et tous les droits qu'ils possèdent pour la coupe du bois sur les terres d'Uldéric Gignac, suivant leur titre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thimothée, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. DUMOULIN,

Bureau du Shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 22 mars 1911. 1367.2
[Première publication, 25 mars 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **ZOTIQUE BER-**
No 436. } **TRAND, Deman-**
deur; contre **AMEDEE BOUVETTE, Défendeur,**
à savoir:

La juste moitié côté sud, en profondeur d'un lot de terre situé en la ville de Shawinigan Falls, connue et désignée sous le numéro quatre cent trente-deux, et faisant partie du lot numéro quatre cent trente-un, de subdivision cadastrale du lot numéro six cent vingt-huit (628-432 et p. 431), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte Flore, comté de Saint-Maurice, contenant le lot Nos 628-432, cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-douze pieds de profondeur, et une superficie de quatre mille six cents pieds carrés, plus ou moins, mesure anglaise—avec la maison dessus construite.

La partie du lot No 628-431, comprend cinq pieds de largeur sur les quatre-vingt-douze pieds de

about one hundred and fifteen feet, being the northern part of lot number twenty four A-twelve (part 24 A-12), of the official cadastre of the township Mailhot, county of Champlain; bounded in front by avenue A, in depth by number 24 A-13, on one side by Dame widow H. Laberge, and on the other side by a mitoyen passage between the house of the said Daveluy and of Dame A. A. Côté or representatives—with house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Champlain, in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, on the SIXTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.
Three Rivers, 12th April, 1911. 1668
[First published, 15th April, 1911].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **PHILIPPE HOULE,**
No 403. } Plaintiff; against
LUDGER CURÉ AND ULDERIC CURÉ ET AL, Desendants.

As belonging to the said defendants, Ludger Curé and Uldéric Curé, to wit:

A piece of land situate in the parish of Saint Timothée, in the Saint Pierre range, forming part of the lot of land number six hundred and seventy eight (p. 678), of the cadastre of the parish of Saint Tite, containing three arpents in width by the depth of seven arpents; bounded in front on the south side partly by Nap. Larivée and partly by Léopold Bédard, in depth on the north side by the south Mékinac river, on the north east side by Adéland Bourgouin, and on the south west side by the Saint Pierre range—together with the saw mill, machinery, saws, instruments and tools use to operate same, and accessories being on an emplacement belonging to Pierre Thifault, farmer, of Saint Timothée, and designated as follows:

An emplacement situate in said parish, in the said Saint Pierre range, of about one half arpent in superficies, forming part of the said lot six hundred and seventy eight (678), of the said cadastre of Saint Tite; bounded on the north side by the south Mékinac river, on the north east side by Félix Pagé, and on the south and south west side by the piece of land hereabove designated, and all the rights they own for the cut of wood on the lands of Uldéric Gignac, according to their title.

To be sold at the church door of the parish of Saint Timothée, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 22nd March, 1911. 1368
[First published, 25th March, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **ZOTIQUE BERTRAND,**
No 436. } Plaintiff; against
AMEDEE BOUVETTE, Defendant, to wit:

The exact south side half in depth of a lot of land situate in the town of Shawinigan Falls, known and designated under number four hundred and thirty two and forming part of lot number four hundred and thirty one, of cadastral subdivision of lot number six hundred and twenty eight (628-432 p. 431), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, county of Saint Maurice, containing the lot No. 628-432, fifty feet in width by ninety two feet in depth, and a superficies of four thousand six hundred square feet, more or less english measure—with the house thereon erected.

The part of lot No. 628-431, comprises five feet in width by the ninety two feet in depth of the said

profondeur du dit lot, formant une superficie de quatre cents soixante pieds carrés, et se trouve du côté ouest d'icelui.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 mars 1911. 1365.2
[Première publication, 25 mars 1911]

lot, forming a superficies of four hundred and sixty square feet, and is on the west side of same.

To be sold at the church door, of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff office, Sheriff.
Three Rivers, 22nd March. 1911. 1366
[First published, 25th March, 1911.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, le 10 avril 1911, de nommer MM. Osias Larivière, conseiller de la municipalité du village de Sainte-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal. 1685

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par un ordre en conseil, en date du trente et unième jour de mars 1911, de nommer MM. J. Victor Marceau, avocat, et Adélard Piché, député protonotaire, de Drummondville, conjointement protonotaire de la cour supérieure, greffier de la cour de circuit, greffier de la couronne et greffier de la paix du district d'Arthabaska. 1687

ERRATUM.

Page 864, du 8 avril 1911, shérif de Trois-Rivières, à la 3e ligne de la désignation, il faut lire quatorze cent au lieu de quatre cent, dans la version française. 1703

Avis du Gouvernement

SYNDICAT D'ELEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Bagot, sous le nom de "Syndicat d'élevage de Sainte-Rosalie", avec sa principale affaire à Sainte-Rosalie, dans le comté de Bagot.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 7 avril 1911. 1657

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la municipalité du canton Dunham, comté de Missisquoi, n'ayant pas fonctionné depuis au delà de deux ans, est déclaré dissous, conformément à l'article 1899 des statuts refondus de la province de Québec, 1909.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 10 avril 1911. 1663

No 950.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet d'annexer à la municipalité scolaire de Campbell Canton, comté d'Ottawa, les biens fonds ayant au cadastre officiel du canton Kiamika les Nos 39 à 52, inclusivement, des 1er, 2e, 3e et 4e rangs, qui n'appartiennent à aucune municipalité scolaire. 1689

Appointments

His Honor the Administrator of the province has been pleased, on the 12th April, 1911, to appoint Mr. Osias Larivière, councillor of the municipality of Sainte Agathe des Monts, county de Terrebonne, under the provisions of article 340 of the municipal code. 1686

His Honor the Administrator of the province has been pleased, by order in council, dated the thirty first day of March, 1911, to appoint Messrs. J. Victor Marceau, advocate, and Adélard Piché, deputy prothonotary, of Drummondville, joint prothonotary of the superior court, clerk of the circuit court, clerk of the crown and clerk of the peace for the district of Arthabaska. 1688

ERRATUM.

Page 864, of the 8th of April, 1911, sheriff of Three Rivers, at the 3rd line of the designation, read of fourteen hundred instead of four hundred, in the french version. 1704

Government Notices

STOCK BREEDING SYNDICATE.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Bagot, under the name of "Sainte Rosalie Stock-breeding Syndicate", with its principal place of business at Sainte Rosalie, in the county of Bagot.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 7th April, 1911. 1658

Public notice is hereby given that the farmer's club of the municipality of the township Dunham, county of Missisquoi, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1899 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 10th April, 1911. 1664

No. 950.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to annex to the school municipality of Campbell Township, county of Ottawa, the lots bearing on the official cadastre of the township Kiamika the Nos. 39 to 52, inclusively, of the 1st, 2nd, 3rd and 4th ranges, which do not belong to any school municipality. 1690

Québec, 13 avril 1911.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur l'Administrateur de la province de Québec, le 12 avril 1911, d'accorder en faveur de Jos. Ed. Martiel Desrochers, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Hilaire, comté de Rouville, district de Saint-Hyacinthe, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Misael Halde, en son vivant notaire public, pratiquant et demeurant en la paroisse de Saint-Jean Baptiste, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

1725

Secrétaire de la province.

La compagnie "The Calumet Metal Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Bryson, comté de Pontiac.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. C. J. Brooke, de la ville de Hull. L'avis du 25 février 1911, à la page 428 de la "Gazette Officielle" est nul.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 13 avril 1911.

1723

Quebec, 13th April, 1911.

Notice is hereby given that His Honor the Administrator of the province of Quebec, has been pleased, on the 12th April, 1911, to grant Jos. Ed. Martiel Desrochers, esquire, notary public, residing and practising in the parish of Saint Hilaire, county of Rouville, district of Saint Hyacinthe, the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Misael Halde, in his lifetime notary public, practising and residing in the parish of Saint Jean Baptiste, county and district aforesaid, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,

1726

Provincial Secretary.

The "Calumet Metals Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Bryson, county of Pontiac.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. C. J. Brooke, of the town of Hull.

The notice of the 25th February, 1911, on page 428 on the "Official Gazette" is void.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 13th April, 1911.

1724

Avis Divers

Saint-Hyacinthe, No 44, Cour Supérieure.—Dame Uranie Paquette, de la ville de Marieville, district de Saint-Hyacinthe, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, J. Hormidas Lussier, journalier, du même lieu.—Saint-Hyacinthe, 7 avril 1911.

J. EMILE OSTIGUY,

1673

Procureur de la demanderesse.

Canada,
Province de Québec,
District de Beauce.

No 296.

} Cour Supérieure.

Dame Fedora Poirier, épouse commune en biens de Louis Fournier, cidevant de la paroisse de Saint-Hilaire de Dorset, maintenant de Saint Samuel, dans les comté et district de Beauce, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Fournier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26ième jour de juillet 1910.

ARTHUR FORTIN,

Procureur de la demanderesse,

Saint Evariste Station, Beauce.

Saint Joseph, Beauce, 11 avril 1911. 1711

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } Cour Supérieure.
No. 520.

Dame Marie Gignac, épouse de Louis Lavoie, photographe, de La Tuque, district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Lavoie, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 11 avril 1911.

MARCHAND & ROUILLARD,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 11 avril 1911.

1727

Miscellaneous Notices

Saint Hyacinthe, No. 44, Superior Court.—Dame Uranie Paquette, of Marieville, district of Saint Hyacinthe, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband, J. Hormidas Lussier, laborer, of the same place.—Saint Hyacinthe, 7th April, 1911.

J. EMILE OSTIGUY,

1674

Attorney for plaintiff.

Canada,
Province of Quebec,
District of Beauce.

No. 296.

} Superior Court.

Dame Fedora Poirier, wife common as to property of Louis Fournier, heretofore of the parish of Saint Hilaire de Dorset, and now of Saint Samuel in the county and district of Beauce, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Louis Fournier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 26th day of July, 1910.

ARTHUR FORTIN,

Attorney for plaintiff,

Saint Evariste Station, Beauce.

Saint Joseph, Beauce, 11th April, 1911. 1712

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } Superior Court
No. 520.

Dame Marie Gignac, wife of Louis Lavoie, photographer, of La Tuque, district of Three Rivers, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Louis Lavoie, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, this 11th April, 1911.

MARCHAND & ROUILLARD,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 11th April, 1911.

1728

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 103.

Dans l'affaire de Désiré Latour, commerçant, Bromptonville, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera soumis à objection jusqu'au 26 avril 1911, après laquelle date le dividende sera payable à notre bureau.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON BEGIN,

Curateurs conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington.
Sherbrooke, 10 avril 1911.

1715

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de A. & A. Viau, marchands, de meubles, Montréal, Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2 mai 1911, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 15 avril 1911.

1721

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Joseph Ethier, entrepreneur peintre, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 10e jour d'avril 1911, j'ai été nommé gardien provisoire aux biens du sus-nommé, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Sub-gardien provisoire.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 12 avril 1911.

1719

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Cordelia Roger (H. E. Brunet & Cie), entrepreneur, Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que, le 12ème jour d'avril 1911, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession de la sus-nommée, qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curateur.

Edifice "New-York Life".
No 11, Place d'Armes.
Montréal, 12 avril 1911.

1717

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François }
No 123.

In re John McLean, commerçant de bois, Gould Station, Failli.

Avis est par les présentes donné que, par ordre cette cour, en date du 11 avril courant, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit insolvable qui a fait cession pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau dans les trente jours de cette date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,

Curateurs conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington.
Sherbrooke, 11 avril 1911.

1713

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 103.

In the matter of Désiré Latour, trader, Bromptonville, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 26th April, 1911, after which date the dividend will be payable at our office.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,

Joint curators.

Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street.
Sherbrooke, 10th April, 1911.

1716

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of A. & A. Viau, furniture dealers, Montreal, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 2nd May, 1911, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 15th April, 1911.

1722

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Joseph Ethier, contracting painter, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 10th day of April, 1911, I was appointed provisional guardian to the property of the aforesaid, who made an assignment thereof for the benefit of his creditors.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Sub-provisional guardian.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 12th April, 1911.

1720

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Cordelia Roger (H. E. Brunet & Cie), contractor, Montreal, Insolvent.

Notice is given that, on the 12th day of April, 1911, by an order of the court, I was appointed curator to the estate of the aforesaid, who has made a judicial abandonment of her property and effects for the benefit of her creditors.

Claims must be filed at my office within one month from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curator.

New-York Life Building,
No. 11, Place d'Armes.
Montreal, 12th April, 1911.

1718

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 123.

In re John McLean, wood dealer, Gould Station, Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the court, dated the 11th April instant, we have been appointed joint curators to the property of the said insolvent, who has made an assignment for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,

Joint curators.

Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street.
Sherbrooke, 11th April, 1911.

1714

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re James Finnigan, hôtelier, de la cité de Montréal,
Insolvable.
Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le 12ème jour d'avril 1911, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau dans les trente jours de cette date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No. 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 12 avril 1911. 1707

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Percy R. T. Bennett et al "International Supply Co.",
Insolventes.
Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le 11ème jour d'avril 1911, j'ai été nommé curateur aux biens cédés par les dits faillis qui ont fait un abandon judiciaire de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau dans les 30 jours de cette date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame est, Montréal.
Montréal, 12 avril 1911. 1709

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re James Finnigan, hotelkeeper, of the city of Montreal,
Insolvent.
Notice is hereby given that, by order of the court, on the 12th of April, 1911, I was appointed curator to the property of the said insolvent, who made a judicial abandonment thereof for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within thirty days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East.
Montreal, 12th April, 1911. 1708

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Percy R. T. Bennett et al, "International Supply Co.",
Insolvents.
Notice is hereby given that, by order of the court, on the 11th day of April, 1911, I was appointed curator to the property assigned by the said insolvents who made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at my office within thirty days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 12th April, 1911. 1710

Index de la Gazette Officielle de Québec No 15.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Berzensky vs Miller.....	892
" Blais vs. Gervais.....	891
" Deegan vs Duggan.....	891
" Deslauriers vs Croteau.....	892
" Dionne vs Bérubé.....	893
" Dupil vs Laporte.....	891
" Francoeur vs Francoeur.....	893
" Frigon vs Richard.....	891
" Gagnon vs Imbault dit Mantha.....	894
" Gignac vs Belanger.....	892
" Gignac vs Lavoie.....	910
" Girard vs Viau.....	892
" Labrecque vs Faucher.....	892

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Labelle vs Labelle.....	892
-------------------------	-----

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 871.

ASSOCIATION :—Le Secours Mutuel aux malades, 890.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 887 ; Conseil législatif, 886

CERCLE AGRICOLE DISSOUS :—Municipalité du canton Dunham, 909.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE :—Mission de Saint-Ernest, 872.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Calumet Metals Coy, 910 ; Royal Exchange Assurance, 894 ; The Philip Carey Coy, 872 ; The Standard Life Assurance Coy, 872.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 15.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Landry vs Dontigny.....	893
" Laplante vs Fleurant.....	891
" Longpré vs Dupuis.....	890
" Mareau vs Granito.....	893
" Marsan dit Lapierre vs Breton.....	891
" Monette vs Cloutier.....	894
" Paquette vs Lussier.....	910
" Poirier vs Fournier.....	910
" Rémillard vs Cartier.....	890
" Robidoux vs Monette.....	892
" Rothman vs Schwartz.....	893
" St-Yves vs Aubry.....	893

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—

Labelle vs Labelle.....	892
-------------------------	-----

ADVERTISEES :—Notice to :—Respecting notices, & 871.

ASSOCIATION :—Le Secours Mutuel aux malades, 890.

PRIVATE BILLS. P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 887 ; Legislative Council, 886.

FARMERS' CLUB DISSOLVED :—Municipality of the township Dunham, 909.

FARMER'S CLUBS, FORMATION OF :—Mission of Saint-Ernest, 872.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Calumet Metals Coy, 910 ; Royal Exchange Assurance, 894 ; The Philip Carey Coy, 872 ; The Standard Life Assurance Coy, 872.

ERRATUM :

Page 864, 8 avril, shérif de Trois-Rivières, 909.

FAILLIS — INSOLVENTS

Bennett et al.	912
Ethier	911
Finnigan	911
Forde	896
Gailleux	896
Gervais	896
Gobeil & Tremblay	895
Grove	896

LÉTTRES PATENTES :—

Dominion Quarry, limited	884
Dr Ed. Morin & Cie, limitée	885
G. M. Geller & Coy, Ltd.	874
Hector Lamontagne Incorporated	882
J. A. Lamy, incorporée	882
La Cie Cinq, Dix, Quinze, ltée	875
La Cie de Courtage et d'Immeubles	884

LÉTTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :— La Cie du Parc Saint-Onge, maintenant La Cie d'Exposition de Valleyfield, 886.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—A Addington divers lots de Saint-Rémi, 876 ; Saint-Adalbert, comté de L'Islet, 872 ; A Campbell Canton, comté d'Ottawa, divers lots du canton Kiamika, 909.

NOMINATIONS :

Conseillers municipaux :—Village de Saint Agathe des Monts, 909.
Greffier cour de circuit, greffier de la Couronne et greffier de la paix :—Arthabaska, 909.
Juges de paix :—Ottawa, Montréal, Trois-Rivières, Québec, Bedford, 871.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :—En faveur de Jos. Ed. Martiel Desrochers.

RATIFICATION :—MacIntosh (Dme) vs Cairnie, 898.

REQUÊTE :—Gold Fields of Canada, 895.

SÉANCE GÉNÉRALE :—Cour de l'Echiquier du Canada, 890.

SYNDICAT D'ÉLEVAGE :—Sainte-Rosalie, 909.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—Canadian Express Companies, 894.

VENTES PAR LICITATION :—Poitras vs Poitras et al., 897.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—La Banque de Québec vs Thibault, 899 ; Tolime vs Stevenson, 899.

BEAUCE :—Gagnon vs Corriveau, 900.

BEDFORD :—Nixon vs Brissette, 900.

CHICOUTIMI :—Dechène vs Imbeau, 900 ; Guay vs Bonneau, 901.

GASPÉ :—Carette vs Poirier, 902 ; Carette vs Poirier, 902 ; Carette vs Gallant, 902.

ERRATUM :

Page 864, 8ch April, sheriff of Three Rivers, 909.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Latour	911
Lavigne & Cie	896
McLean	911
Raymond & Frère	896
Richard	895
Roger (Dme)	911
Vaillancourt	896
Viau et al.	911

LETTERS PATENT :—

La Cie de Hards Champlain, ltée	876
La Cie Industrielle A. Bernard, ltée	874
L'Ecole Commerciale pratique Lalime, ltée	874
The Frontenac Athletic and Land Coy	877
The Grand' Mère Shirt Manufacturing Coy	877
The W. M. Aiken & Coy	881
The Wilson Mining Coy	886

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :— La Cie du Parc Saint Onge, now La Cie d'Exposition de Valleyfield, 886.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect, &c. :—To Addington several lots of St Rémi, 876 ; Saint Adalbert, county of L'Islet, To Campbell Canton, county of Ottawa, several lots of the township Kiamika, 909.

APPOINTMENTS :

Municipal Councillors :—Village of Saint Agathe des Monts, 909.
Clerk of circuit court, clerk of the Crown and clerk of the peace :—Arthabaska, 909.
Justices of the peace :—Ottawa, Montreal, Three Rivers, Quebec, Bedford, 871.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—In favor of Jos. Ed. Martial Desrochers.

RATIFICATION :—MacIntosh (Dme) vs Cairnie, 898.

PETITION :—Gold Fields of Canada, 895.

GENERAL SITTING :—Exchequer Court of Canada, 890.

STOCK BREEDING SYNDICATE :—Sainte Rosalie, 90

SALE OF UNCLAIMED SHIPMENTS :—Canadian Express Companies, 894.

SALES BY LICITATION :—Poitras vs Poitras et al., 897.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—La Banque de Québec vs Thibault, 899 ; Tolime vs Stevenson, 899.

BEAUCE :—Gagnon vs Corriveau, 900.

BEDFORD :—Nixon vs Brissette, 900.

CHICOUTIMI :—Dechène vs Imbeau, 900 ; Guay vs Bonneau, 901.

GASPÉ :—Carette vs Poirier, 902 ; Carette vs Poirier, 902 ; Carette vs Gallant, 902.

JOLIETTE :—Lefrançois vs Beaudoin, 903.

KAMOURASKA :—Pelletier vs Bossé, 903.

MONTMAGNY :—Fleury vs Boulanger, 904.

MONTREAL :—Galipeau vs Delle Wiedrick, 904.

OTTAWA :—Wood vs Wood, 905.

QUEBEC :—Giguère vs Goulet, 905 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Abel, 905.

SAINT-HYACINTHE :—La Presse Publishing Co Ltd vs Fréchette, 906.

TERREBONNE :—Johnson (Dme) vs Johnson, 906.

TROIS RIVIERES :—Bertrand vs Bouvette, 908 ; Daveluy, & Fils, faillis, 907 ; Houle vs Curé et al., 908.

JOLIETTE :—Lefrançois vs Beaudoin, 903.

KAMOURASKA :—Pelletier vs Bossé, 903.

MONTMAGNY :—Fleury vs Boulanger, 904.

MONTREAL :—Galipeau vs Wiedrick, 904.

OTTAWA :—Wood vs Wood, 905.

QUÉBEC :—Giguère vs. Goulet, 905 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Abel, 905.

SAINT HYACINTH :—La Presse Publishing Co Ltd vs Fréchette, 906.

TERREBONNE :—Jehnsn (Dme) vs Johnson, 906.

THREE RIVERS :—Bertrand vs Bouvette, 908 ; Daveluy & Fils, insolvents, 907 ; Hou'e vs Curé et al., 908.